

Etat de Fribourg

CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

RAPPORT ANNUEL

2008

Staat Freiburg

JUSTIZRAT

JAHRESBERICHT

2008

Conseil de la magistrature / Justizrat
Pl. Notre-Dame 8, 1702 Fribourg
Liebfrauenplatz 8, 1702 Freiburg
Tél. : 026 305 90 20, fax : 026 305 90 23, cm@fr.ch
<http://admin.fr.ch/cmagg>
www.admin.fr.ch/jr

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I. <u>LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE</u>	<u>6</u>
1. Mise en place	6
2. Activités	6
2.1 Elections et réélections	7
2.2 Pouvoir de surveillance	7
2.2.1 Surveillance administrative	7
2.2.2 Surveillance disciplinaire	9
2.3 Nominations temporaires	9
2.4 Formation	9
2.5 Divers	9
II. <u>LES AUTORITES JUDICIAIRES</u>	<u>10</u>
1. Le Tribunal cantonal	10
1.1 Remarques générales	10
1.2 Activités juridictionnelles	11
1.2.1 En général	11
1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les 3 sections	11
1.2.1.2 Durée de la procédure	13
1.2.1.3 Surveillance générale et déléguée	13
1.2.2 Ière Cour d'appel civil	16
1.2.3 IIème Cour d'appel civil	16
1.2.4 Chambre des poursuites et faillites	17
1.2.5 Cour de modération	17
1.2.6 Chambres des tutelles	17
1.2.7 Cour d'appel pénal	17
1.2.8 Chambre pénale	17
1.2.9 Ière Cour administrative	18
1.2.10 IIème Cour administrative	18
1.2.11 IIIème Cour administrative	18
1.2.12 Cour fiscale	18
1.2.13 Cour des assurances sociales	18
1.3 Personnel	19
1.4 Autres activités	19
2. Le Ministère public	20
3. Les Tribunaux d'arrondissement	20
3.1 En général	20
3.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement	21
3.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine	21
3.4 Tribunal d'arrondissement de la Singine	22
3.5 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère	22
3.6 Tribunal d'arrondissement du Lac	22
3.7 Tribunal d'arrondissement de la Broye	22
4. L'Office des juges d'instruction	23
5. Les Juges de la détention	23
6. Les Justices de paix	24
7. La Chambre pénale des mineurs	24
8. Les Commissions et autres autorités	25

	Page
III. PARTIE STATISTIQUE	47
1. Tribunal cantonal	47
1.1 Section civile	47
1.2 Section pénale	57
1.3 Section administrative	64
1.4 Recours au Tribunal fédéral	80
2. Ministère public	84
3. Tribunaux d'arrondissement	86
3.1 Affaires civiles	86
3.1.1 Tribunaux d'arrondissement	86
Présidents de tribunaux	88
3.1.2 Juridiction des Prud'hommes	91
3.1.3 Juridiction des baux	92
3.1.4 Commission de surveillance en matière de privation de liberté	93
3.1.5 Assistance judiciaire	94
3.2 Affaires pénales	95
3.2.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement	95
3.2.2 Juges de police	99
3.2.3 Tribunal pénal économique	101
3.2.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis	102
3.2.5 Détention préventive	102
4. Juges d'instruction	103
5. Justices de paix	105
6. Chambre pénale des mineurs	106
7. Préfectures	113
8. Commission de recours de l'Université	114
9. Commission de recours en matière d'améliorations foncières	116
10. Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires	118
11. Commission d'expropriation	119
12. Autorité de surveillance du Registre foncier	121
13. Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents	122

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
I. <u>DER JUSTIZRAT</u>	<u>26</u>
1. Aufbau	26
2. Tätigkeit	26
2.1 Wahlen und Wiederwahlen	27
2.2 Aufsichtsbefugnis	27
2.2.1 Administrativaufsicht	27
2.2.2 Disziplinaraufsicht	29
2.3 Befristete Ernennungen	29
2.4 Ausbildung	29
2.5 Verschiedenes	30
II. <u>DIE GERICHTSBEHÖRDEN</u>	<u>31</u>
1. Das Kantonsgericht	31
1.1 Allgemeine Bemerkungen	31
1.2 Gerichtstätigkeit	32
1.2.1 Allgemeines	32
1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen	32
1.2.1.2 Dauer des Verfahrens	34
1.2.1.3 Unmittelbare und übertragene Aufsicht	34
1.2.2 I. Zivilappellationshof	37
1.2.3 II. Zivilappellationshof	38
1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	38
1.2.5 Moderationshof	38
1.2.6 Vormundschaftskammer	38
1.2.7 Strafappellationshof	38
1.2.8 Strafkammer	39
1.2.9 I. Verwaltungsgerichtshof	39
1.2.10 II. Verwaltungsgerichtshof	39
1.2.11 III. Verwaltungsgerichtshof	39
1.2.12 Steuergerichtshof	39
1.2.13 Sozialversicherungsgerichtshof	40
1.3 Personal	40
1.4 Weitere Tätigkeiten	40
2. Die Staatsanwaltschaft	41
3. Die Bezirksgerichte	42
3.1 Allgemeines	42
3.2 Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit	42
3.3 Bezirksgericht Saane	43
3.4 Bezirksgericht Sense	43
3.5 Bezirksgericht Greyerz	43
3.6 Bezirksgericht See	44
3.7 Bezirksgericht Broye	44
4. Das Untersuchungsrichteramt	44
5. Die Haftrichter	45
6. Die Friedensgerichte	45
7. Die Jugendstrafkammer	45
8. Kommissionen und andere Behörden	46

III.	STATISTISCHER TEIL	47
1.	Kantonsgericht	47
1.1	Zivilrechtliche Abteilung	47
1.2	Strafrechtliche Abteilung	57
1.3	Verwaltungsrechtliche Abteilung	64
1.4	Beschwerden an das Bundesgericht	80
2.	Staatsanwaltschaft	84
3.	Bezirksgerichte	86
3.1	Zivilverfahren	86
3.1.1	Bezirksgerichte	86
	Gerichtspräsidenten	88
3.1.2	Gewerbegerichtsbarkeit	91
3.1.3	Mietgerichtsbarkeit	92
3.1.4	Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung	93
3.1.5	Unentgeltliche Rechtspflege	94
3.2	Strafverfahren	95
3.2.1	Bezirksstrafgerichte	95
3.2.2	Polizeirichter	99
3.2.3	Wirtschaftsstrafgericht	101
3.2.4	Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs	102
3.2.5	Untersuchungshaft	102
4.	Untersuchungsrichter	103
5.	Friedensgerichte	105
6.	Jugendstrafkammer	106
7.	Oberämter	113
8.	Rekurskommission der Universität	114
9.	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	116
10.	Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen	118
11.	Enteignungskommission	119
12.	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	121
13.	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	122

AU GRAND CONSEIL

du canton de Fribourg

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément à l'art. 127 al. 3 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur notre activité et celui sur l'administration de la justice dans le canton.

I. LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

Ainsi que l'a prévu l'art. 152 des dispositions finales de la Constitution, le Conseil de la magistrature (ci-dessous le Conseil) est entré en fonction le 1^{er} juillet 2007. N'ayant pas établi de rapport pour ces six premiers mois, le présent rapport porte sur les dix-huit mois de son activité.

1. Mise en place

Depuis le 1^{er} octobre 2007, le Conseil dispose d'une secrétaire-juriste à plein temps, Mme Christine Keller. Mme Yolanda Brünisholz occupe le poste de secrétaire administrative à mi-temps depuis mai 2008, en remplacement de Mme Stéphanie Rohrer.

Le Conseil s'est installé dans ses bureaux dans le courant du mois de septembre 2007. Sis tout d'abord sur deux étages à la Place Notre Dame, ces locaux ont été concentrés au rez-de-chaussée dès avril 2008.

Durant cette première année et demie, le Conseil a tout d'abord dû mettre en place les procédures qu'il entendait suivre pour l'exécution de ses tâches d'élection et de surveillance. Il a en outre chargé son secrétariat d'établir la base de données de toutes les fonctions judiciaires comprenant la composition des autorités soumises aux pouvoirs de surveillance et d'élection du Conseil. Il s'est donné un règlement qui est entré en vigueur le 18 août 2008. Enfin, depuis septembre 2008, le Conseil dispose de son propre site internet (<http://admin.fr.ch/cmagg>), créé et actualisé régulièrement par le secrétariat. Cet outil de communication s'avère très utile pour la publication de différentes informations et permet aux candidats intéressés par les postes au concours de télécharger directement les formulaires de postulation.

2. Activités

Le Conseil a tenu, durant ces dix-huit mois, 38 séances plénières. Les commissions du Conseil se sont réunies en fonction de leurs besoins. Des délégations du Conseil ont en outre été constituées, notamment pour procéder à l'audition de candidats à certaines fonctions judiciaires et pour les inspections.

2.1 Elections et réélections

Depuis son entrée en fonction, le Conseil a préavisé 131 élections et 182 réélections à des fonctions judiciaires à titre professionnel ou accessoire. Sachant que notre système judiciaire compte 427 postes, le nombre important d'élections doit toutefois être nuancé par le fait qu'en 2007, le Conseil a organisé la procédure d'élection de 7 juges de paix professionnels ainsi que des 64 assesseurs et suppléants, soit un total de 71 postes. Quant aux réélections, elles auront complètement disparu en 2012, les membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public étant élus pour une durée indéterminée dès 2008 (art. 121 al. 2 et 152 al. 3 let.b Cst). Seuls les juges en fonction lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution sont soumis à réélection à la fin de leur mandat (art. 152 al. 3 let.a Cst).

La procédure d'élection dure plusieurs mois et est dépendante des dates des sessions du Grand Conseil, ce qui oblige le Conseil à mettre les postes au concours bien longtemps avant l'entrée en fonction. Pour éviter des vacances de postes, il a été rappelé aux juges la nécessité d'annoncer leur départ au minimum six mois avant celui-ci.

2.2 Pouvoir de surveillance

Conformément à l'art. 152 de la Constitution, le Conseil n'a débuté ses activités de surveillance que le 1^{er} janvier 2008. Jusqu'alors la surveillance administrative et disciplinaire était exercée par le Tribunal cantonal. La Constitution autorise le Conseil à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (art. 127 al. 2).

2.2.1 Surveillance administrative

Le Conseil a repris le système de surveillance mis en place par le Tribunal cantonal consistant en l'inspection annuelle de toutes les autorités judiciaires. Il a procédé en délégation de trois membres (art. 13 al. 2 LCM) aux inspections des sections civile, pénale et administrative du Tribunal cantonal, des Tribunaux d'arrondissement de la Sarine (partiellement), de la Singine, de la Gruyère et de la Broye, de toutes les Justices de paix, du Ministère public, de la Chambre pénale des mineurs ainsi que de l'Office des juges d'instruction (inspection finale uniquement). Il a toutefois utilisé de la possibilité offerte par l'art. 127 al. 2 Cst en déléguant l'inspection de certaines autorités judiciaires au Tribunal cantonal (cf. Partie II, point 1.2.1.3).

Des inspections auxquelles ont procédé tant le Conseil que le Tribunal cantonal, il ressort que dans l'ensemble, l'organisation et le fonctionnement de la justice donnent satisfaction. Le Conseil remercie les magistrats et le personnel pour le sérieux et le dévouement avec lequel ils accomplissent leurs tâches.

Toutefois, les constatations faites lors des inspections ainsi que les statistiques démontrent que certaines instances connaissent des difficultés particulières :

Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal

Comme le relevait le Tribunal administratif dans son rapport pour l'année 2006, la suppression de la procédure fédérale d'opposition en matière d'assurance invalidité associée à une pratique plus rigoureuse en matière d'octroi de prestations de la part de l'autorité administrative, a fait exploser le contentieux de l'assurance-invalidité. Le Conseil a dû malheureusement constater que cet accroissement de recours a continué les années suivantes et créé d'importants retards dans la liquidation des affaires. Ainsi, en 2008, la Cour n'a pu se saisir des affaires introduites en 2007 et 2008.

Préoccupé par ces retards inadmissibles, le Conseil a soutenu l'élection d'un juge suppléant à plein temps pour une période de deux ans et d'un juge suppléant affecté à cette cour ainsi que l'engagement d'un greffier. Les juges ont été élus à la session de février 2009 et sont entrés en fonction en mars suivant.

Tribunal d'arrondissement de la Sarine

Le Conseil a pris note des difficultés liées à l'accroissement des tâches signalé par les présidents pénaux. Un président a relevé en outre une augmentation de l'agressivité de certains justiciables lors des audiences. Si le Conseil est soucieux de la sécurité des magistrats et du personnel, il note que

même la présence permanente d'un agent de sécurité ne permettrait pas d'éviter des actes spontanés de violence. Si l'on constatait un accroissement sensible de tels agissements, le Conseil se devrait de préconiser la mise en place de mesures sécuritaires permanentes.

Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Au cours de ses inspections, le Conseil a prié le Tribunal de faire usage des dispositions procédurales qui permettent de raccourcir les débats. Il l'a en outre invité à modifier des pratiques administratives et à revoir certains aspects organisationnels du greffe. Il espère que ces mesures ainsi que les nouvelles forces de travail dont dispose maintenant ce tribunal (cf. ci-dessous pt 3.5) permettront à ce dernier de combler les importants retards qu'il connaît depuis de nombreuses années. Pour soutenir le Tribunal dans ses efforts de mise à jour, le Conseil a déjà prévu une inspection dans le courant du printemps 2009.

Tribunal d'arrondissement de la Broye

Entré en fonction comme Président ad hoc en mai 2007, M. Marc Sugnaux a été élu Président pour une durée indéterminée par le Grand Conseil en avril 2008. La bonne collaboration entre les présidents favorise un climat serein dans ce tribunal qui a connu des dysfonctionnements au sein de son secrétariat. Une inspection intermédiaire aura lieu au printemps 2009 pour suivre l'évolution de la situation sous l'angle de la gestion des dossiers et de l'organisation du tribunal.

Justices de paix

Cette année a vu l'introduction du système des juges de paix professionnels. Si dans certains districts cette transition s'est faite sans trop de difficultés, tel n'a pas été le cas dans d'autres districts, notamment en raison de problèmes d'organisation liés à la réunification des anciens cercles de justice de paix. La mise en place du nouveau système a également souffert de l'absence du système de gestion informatique des dossiers Tribuna, pas encore disponible pour les justices de paix. En outre, dans les cercles où une grande partie des affaires sont traitées par des tuteurs privés, le secrétariat est confronté à un surcroît de travail lié à la gestion des salaires.

Au vu des heures supplémentaires que les justices de paix ont dû accomplir, plusieurs juges de paix ont demandé au Conseil de réexaminer leur taux d'activité et celui du personnel. Le Conseil a mis sur pied au début 2009 un groupe de travail chargé d'étudier cette question. Ses conclusions seront évaluées puis transmises au Conseil d'Etat.

Autorité de surveillance du registre foncier

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ), l'organisation et le fonctionnement de l'Autorité de surveillance du registre foncier sont soumis à la surveillance du Conseil (art. 8 al. 3 et 10 al. 3 de la loi sur le registre foncier). En 2008, cette autorité a pour la première fois fait l'objet d'une inspection. Celle-ci a été effectuée par le Tribunal cantonal, sur délégation du Conseil.

Président de l'Autorité de surveillance du registre foncier depuis janvier 2002, M. Hubert Bugnon, juge au Tribunal cantonal, a démissionné à fin 2008, imité par Mme Eva Maria Belser, Professeure à l'Université de Fribourg et Vice-présidente de l'Autorité en 2008. Les compétences reconnues de ces deux personnes ont largement contribué au bon fonctionnement de cette autorité. Le Conseil leur exprime ses sincères remerciements pour la qualité du travail accompli et de leur engagement. Suite à ces démissions, le Grand Conseil a élu, en décembre 2008, Mme Bettina Hürlimann-Kaup et M. Pierre-Henri Gapany en qualité de membres de l'Autorité, ainsi que M. Ludovic-Jean Egger en tant que membre suppléant.

Commission de recours de l'Université

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 11 mai 2007 sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ), l'art. 40 de la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université a instauré l'élection par le Grand Conseil pour une durée indéterminée de tous les membres de cette commission. En pratique, l'application de cette disposition légale pour les représentants des étudiants et des collaborateurs scientifiques s'avère inadéquate et compliquée. En effet, les représentants de ces deux corps changent fréquemment, ce qui oblige à présenter régulièrement de nouveaux candidats au Grand Conseil et induit le risque de compromettre le fonctionnement de la Commission, vu la durée de la procédure d'élection. Se pose également pour ces personnes la question de l'obligation de domicile dans le canton qu'impose la LESJ. Une modification de cette disposition est prévue dans le cadre de la révision totale de la loi sur l'Université.

2.2.2 Surveillance disciplinaire

Le Conseil a traité 38 dénonciations. 31 ont été classées sans suite et 7 ont donné lieu à un échange d'écriture. Au 31 décembre 2008, 2 étaient encore pendantes. Le Conseil n'a pas ouvert d'enquête disciplinaire.

2.3 Nominations temporaires

La loi sur l'organisation judiciaire reconnaît au Conseil la compétence de nommer des juges de première instance pour une durée maximale de 6 mois (art. 4 al. 4). Le Conseil a fait usage de cette compétence à 9 reprises, dont 5 pour des juges professionnels (Président du Tribunal d'arrondissement du Lac à 100% pendant 5 mois, Président du Tribunal d'arrondissement de la Sarine à 100% pendant 3 mois, Présidente du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère à 50% pendant 6 mois, Président du Tribunal d'arrondissement de la Broye à 50% pendant 6 mois, Substitut de la Procureure générale à 60% pendant 4 mois). Deux cas concernaient des prolongations de fonction (Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif et Chambre des Prud'hommes du Lac) et deux des remplacements de suppléants (Commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif et Commission de recours de l'Université).

2.4 Formation

Chargé de veiller à la formation des magistrats (art. 8 LCM), le Conseil s'est inquiété d'assurer la formation des nouveaux magistrats. Avec le soutien de la Conférence des présidents et des juges d'instruction, il a mis sur pied une formation interne dispensée par des magistrats expérimentés. Cette formation très pratique consiste en l'accompagnement d'un président nouvellement élu par son répondant pendant tout le temps nécessaire à sa bonne introduction. Le Conseil remercie les présidents qui ont accepté de remplir cette tâche de « tuteur ». Le Conseil a de plus encouragé les nouveaux magistrats à suivre la formation offerte par l'Académie suisse de la magistrature à Lucerne et Neuchâtel, formation qui aboutit à un certificat d'études approfondies en magistrature après deux ans de cours. Quatre magistrats fribourgeois s'y sont inscrits.

Pour la formation continue des autres magistrats, le Conseil a tout d'abord recueilli les offres de séminaires proposés par l'Université. En parallèle, il s'est tourné vers les présidents et les juges d'instruction pour connaître leurs besoins. Il a en outre abordé le corps professoral de l'Université, l'Ordre des avocats, le Tribunal cantonal ainsi que la Conférence des présidents et des juges d'instruction pour mettre sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer un véritable concept de formation pour les magistrats. Les diverses autorités contactées ont délégué le Professeur Paul-Henri Steinauer, Me André Clerc, MM. Adrian Urwyler et Jérôme Delabays. MM. Peter Hänni et Jean-Frédéric Schmutz représentent quant à eux le Conseil. Ce groupe de travail a commencé ses travaux cet hiver.

2.5 Divers

Pour présenter le bilan de la première année d'activité du Conseil, la Présidente et le Vice-président ont tenu une conférence de presse le 15 septembre 2008.

Le Conseil a été consulté sur l'avant-projet de loi sur l'information et la transparence, sur l'avant-projet de loi d'adaptation à la loi sur le Tribunal fédéral ainsi que dans le cadre du processus d'analyse des prestations de l'Etat concernant le Pouvoir judiciaire.

Invitée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire, la Présidente a donné une conférence à Lucerne à l'occasion de l'assemblée générale de cette association. Le thème de cette conférence était « Election, réélection et surveillance : rencontre des pouvoirs judiciaire et politique ».

II. LES AUTORITÉS JUDICIAIRES

Les textes suivants sont tirés des rapports établis par les autorités judiciaires elles-mêmes, résumés le cas échéant.

1. Le Tribunal cantonal

1.1 Remarques générales

La mise en œuvre de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 a eu pour conséquence que le Tribunal cantonal unifié a commencé son activité le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 Cst.). Il présente ainsi son premier rapport, non plus au Grand Conseil, mais au Conseil de la magistrature qui l'examine désormais (Art. 94 al. 4 LOJ).

Durant l'année 2008, le Tribunal plénier s'est réuni à six reprises, la Commission administrative à onze reprises; plusieurs décisions d'ordre administratif ont, de plus, été prises par voie de circulation.

Le Tribunal plénier et la Commission se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions de compétences et pris position lors de diverses consultations. Ils se sont également consacrés à la mise en œuvre de la fusion, notamment dans le domaine informatique. Les inspections auxquelles ils ont procédé et la réorganisation des justices de paix ont également constitué une charge significative.

Le fait que les sections civile et pénale soient localisées sur le site de Fribourg et la section administrative sur celui de Givisiez ne favorise pas la bonne organisation du Tribunal et ne permet pas d'atteindre les objectifs voulus par la fusion, à savoir les synergies au niveau des secrétaires, des greffiers, des locaux, de la bibliothèque et des Juges. Le Tribunal souhaite dès lors et attend que les autorités compétentes mettent à sa disposition, dans des délais appropriés, un bâtiment à même d'accueillir l'Autorité judiciaire cantonale.

Dans ce contexte particulier, les Juges cantonaux regrettent que le Conseil d'Etat se soit essentiellement concentré sur le bâtiment de l'ancien couvent des Augustins, en vieille ville de Fribourg. Dans un courrier du 16 juillet 2007 notamment, document joint au présent rapport, ils ont émis des réserves et fait part de leur crainte que le couvent des Augustins ne réponde pas aux exigences de fonctionnement du Tribunal cantonal. Plusieurs nouveautés dans l'activité judiciaire vont en effet être introduites d'ici le 1^{er} janvier 2011; ainsi, les procédures civile et pénale, unifiées sur le plan fédéral, auront notamment pour conséquence la création d'un Tribunal des mesures de contrainte en matière pénale.

Outre la question des locaux et de l'entrée en vigueur des nouvelles procédures fédérales, il y a lieu d'avoir à l'esprit que le remplacement des assesseurs des Cours fiscale et des assurances sociales par des juges professionnels interviendra au plus tard d'ici la fin 2012. Le Tribunal cantonal s'est à cet égard demandé s'il ne s'imposait pas ou du moins s'il ne serait pas opportun de faire coïncider ces modifications qui auront toutes une incidence sur son effectif. Ainsi en est-il de l'éventuel rattachement d'un tribunal des mesures de contrainte en matière pénale, de l'instauration générale d'un recours au Tribunal cantonal en matière de mesures provisionnelles (une centaine de causes supplémentaires pour les Cours civiles, à traiter prioritairement en considération de leur nature) et des nouvelles attributions des Juges cantonaux dans les Cours fiscale et des assurances sociales.

Ces modifications auront pour conséquence une réforme fondamentale de l'organisation interne et des attributions des Juges. Ainsi, certains seront peut-être appelés à traiter d'affaires civiles et fiscales, ou administratives et pénales, ou civiles ou pénales et d'assurances sociales. C'est à ce prix que l'on réalisera la véritable fusion des anciens Tribunal cantonal et Tribunal administratif, voulue par le constituant, et non une simple juxtaposition des deux autorités préexistantes. Conscient de l'urgence d'entreprendre sans délai une réflexion approfondie à ce sujet et compte tenu des charges de travail actuelles des Juges cantonaux, des greffiers-chefs et du personnel dans son ensemble, le Tribunal cantonal avait demandé que soit inscrit au budget 2009 le poste de son Secrétaire général ou

du moins un poste de chef de projet pour une durée minimale de deux ans. Malheureusement, le Conseil d'Etat n'a pas jugé bon de proposer au Grand Conseil le maintien d'un tel poste. Le Tribunal cantonal craint que l'on n'ait mesuré ni l'ampleur de la tâche, ni l'urgence de l'entreprendre sans délai.

1.2. Activité juridictionnelle

1.2.1 En général

1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

TRIBUNAL CANTONAL			
Statistique générale	2008	2007	2006
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1284	1058	1066
b) affaires enregistrées	3488	3403	2999
c) affaires liquidées	3267	3177	3006
d) affaires pendantes au 31 décembre	1505	1284	1059
SECTION CIVILE			
Statistique générale	2008	2007	2006
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	137	145	132
b) affaires enregistrées	757	782	666
c) affaires liquidées	762	790	653
d) affaires pendantes au 31 décembre	132	137	145
SECTION PENALE			
Statistique générale	2008	2007	2006
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	115	143	148
b) affaires enregistrées	1242	1244	1185
c) affaires liquidées	1215	1272	1190
d) affaires pendantes au 31 décembre	142	115	143

SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2008	2007	2006
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1032	770	786
b) affaires enregistrées	1480	1377	1148
c) affaires liquidées	1281	1115	1163
d) affaires pendantes au 31 décembre	1231	1032	771

Le nombre des affaires enregistrées en **sections civile et pénale** en 2008 est stable. Les Cours et Chambres de ces deux sections ont pu maintenir un taux de liquidation élevé malgré une vacance d'un poste de Juge pendant quatre mois. La section civile est même parvenue à diminuer le nombre des affaires pendantes.

Le nombre de nouvelles affaires enregistrées en 2008 auprès de la **section administrative** a augmenté de 103 dossiers. A l'exception de la Cour des assurances sociales, qui comptabilise trois nouvelles affaires de moins qu'en 2007, toutes les Cours ont subi une augmentation, particulièrement sensible en III^{ème} Cour. Le nombre d'affaires continue par conséquent à augmenter pour la section dans son ensemble. En ce qui concerne la Cour des assurances sociales, la charge, respectivement la surcharge à laquelle elle doit actuellement faire face, est par conséquent restée globalement identique.

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1136 dossiers, ce qui représente 45% des affaires enregistrées en 2008 (dossiers pendants et nouvelles affaires enregistrées confondus). La Cour fiscale totalise 15% des enregistrements, la I^{ère} Cour administrative (y compris les mesures de contraintes) 16% et la III^{ème} Cour administrative 14%. Le solde de 10% revient à la II^{ème} Cour administrative.

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 166 dossiers) par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires liquidées n'a pas été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 199 des affaires pendantes au 31 décembre 2007.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^{ère} Cour d'appel civil	15	20	27	38	9	3
II ^{ème} Cour d'appel civil	29	67	34	21	8	0
Chambre des poursuites et faillites	180	32	12	6	0	0
Cour d'appel pénal	6	17	18	36	18	0
Chambre pénale	441	68	30	20	7	1
Président de la Chambre pénale	529	9	3	0	0	0
I ^{ère} Cour administrative	128	60	40	31	15	9
II ^{ème} Cour administrative	10	28	18	53	36	13
III ^{ème} Cour administrative	46	96	29	28	11	12
Cour fiscale	9	60	30	49	81	2
Cour des assurances sociales	29	93	54	36	78	97

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I^{ère} Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au Juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

1.2.1.3 Surveillance directe et déléguée

Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux, y compris des baux, des arrondissements de la Sarine (partiellement), du Lac, de la Glâne et de la Veveyse; l'Office des Juges d'instruction (partiellement); les Juges de la détention; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires, de recours de l'Université et de recours en matière d'améliorations foncières.

Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art 10 al. 3 LOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, dont elle a la surveillance directe (art. 7 LOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement et, jusqu'à ce jour, aucune difficulté n'a été relevée.

a) Privation de liberté à des fins d'assistance

422 décisions ont été rendues en la matière en 2008 et communiquées à la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Celle-ci a connu de 65 demandes de contrôle judiciaire.

Le Président de la Commission a inspecté certaines justices de paix. Il a constaté que les auditions se font par délégation alors que la loi et la jurisprudence précisent que celles-ci doivent être faites par la justice de paix in corpore.

La Chambre a constaté lors de l'inspection de la Commission que la majorité des décisions de placement étaient fondées sur des cas de péril en la demeure (art. 8 LPLFA). Le Président de la Commission a confirmé cet état de fait et expliqué que lorsque les médecins interviennent, ils signent généralement les décisions à deux. La Chambre a indiqué que, selon elle, une partie des cas ne justifient pas l'application de la procédure d'urgence de l'art. 8 LPLFA, notamment les cas de sénilité, Alzheimer, pour lesquels la procédure ordinaire de placement devrait être appliquée (art. 7 LPLFA).

La Chambre a aussi constaté que, dans plusieurs dossiers de décisions en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, lorsque l'autorité de placement est un médecin, le certificat médical succinct manque ou, lorsque celui-ci est établi, il est particulièrement sommaire. La Chambre a invité le Président de la Commission à contrôler ces décisions et à attirer l'attention de l'autorité de placement sur les exigences légales en la matière.

Il a été porté à la connaissance de la Chambre des tutelles que la Direction de l'Hôpital de Marsens a libéré des personnes sans transmettre le dossier aux autorités de placement (art. 10 LPLFA) ou, dans les cas d'urgence, sans avoir pris l'avis de l'autorité de placement (art. 10 in fine LPLFA). Le Président de la Commission a attiré l'attention de l'établissement sur son incompétence pour ordonner la libération d'une personne placée.

b) Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2008 dans le canton

A. Adultes		01.01. - 31.12.2008		
		Féminin	Masculin	Total
Interdiction	art. 369	12	11	23
Interdiction	art. 370	4	7	11
Interdiction	art. 371	0	0	0
Interdiction	art. 372	15	33	48
Dont placement sous autorité parentale (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372) /	art. 385 ³	5	10	15
Curatelle	art. 392	13	26	39
Curatelle	art. 393	14	11	25
Curatelle	art. 392/393	11	15	26
Curatelle	art. 394	157	156	313
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395	10	9	19

B. Mineurs		01.01. - 31.12.2008		
		Féminin	Masculin	Total
Mesures protectrices	art. 307	26	26	52
Curatelle (sans 309 et 310)	art. 308	126	129	255
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309	23	23	46
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310	21	16	37
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312	2	5	7
Remises existantes de comptes et de rapports	art. 318 ³	21	30	51
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324	0	0	0
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325	1	0	1
Tutelle pour mineurs	art. 368	11	12	23
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392	54	50	104
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce	art. 146/147	3	0	3
Autorité parentale conjointe	art. 298a ³ art. 134 ³	96	108	204*

* On note une très nette augmentation par rapport aux années précédentes (2006 : 85; 2007 : 72)

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2008 dans tout le canton.

A. Adultes		01.01. - 31.12.2008		
		Féminin	Masculin	Total
Interdiction	art. 369	244	320	564
Interdiction	art. 370	33	83	116
Interdiction	art. 371	0	2	2
Interdiction	art. 372	348	487	835
Dont placement sous autorité parentale (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	art. 385 ³	132	142	274
Curatelle	art. 392	48	35	83
Curatelle	art. 393	112	96	208
Curatelle	art. 392/393	26	26	52
Curatelle	art. 394	852	880	1732
Conseil légal (coopérant/gérant/combéné)	art. 395	187	283	470

B. Mineurs / Kinder		01.01. - 31.12.2008		
		Féminin	Masculin	Total
Mesures protectrices	art. 307	76	96	172
Curatelle (sans 309 et 310)	art. 308	513	607	1120
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309	53	46	99
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310	27	34	61
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312	10	11	21
Remises existantes de comptes et de rapports	art. 318 ³	3	7	10
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324	3	5	8
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325	8	11	19
Tutelle pour mineurs	art. 368	68	97	165
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392	65	74	139
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce	art. 146/147	5	3	8

A la fin de l'année 2008, Pierre-André Tissot, Juge de paix du cercle de la Sarine, a remis la présidence de la Conférence des justices de paix du canton à la Juge de paix du cercle du Lac, Claudine Lerf-Vonlanthen. La Conférence a été constituée en 2001. Les buts poursuivis étaient une meilleure coordination, une uniformisation des pratiques, une référence pour les autres autorités, l'échange d'expériences et la formation continue (cf. Rapport du Tribunal cantonal pour l'exercice 2001, p. 17). Pierre-André Tissot a présidé la Conférence pendant huit ans, depuis sa constitution. Qu'il soit ici vivement remercié pour son important engagement et son dévouement sans faille.

1.2.2 I^{ère} Cour d'appel civil

Pour la 1^{ère} Cour d'appel civil, l'année 2008 a été marquée par le départ de son Président, le Juge Pierre Kaeser, en charge depuis de nombreuses années, et par la vacance qui l'a suivi. Un effort particulier a été consenti par les membres de la Cour, avec l'appui des collègues et des greffiers, pour éviter que la bonne marche de la justice et donc les justiciables en pâtissent. La partie « Statistiques » illustre l'activité de la Cour, dans laquelle une certaine priorité est inévitablement donnée aux affaires relevant du droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, avec pour conséquence, ici comme ailleurs, le report du traitement des affaires volumineuses.

1.2.3 II^{ème} Cour d'appel civil

L'activité de la II^{ème} Cour d'appel civil ressort de la partie « Statistiques ». La priorité – en soi justifiée – accordée aux causes qui touchent les justiciables dans leur quotidien (bail, travail, droit des poursuites) et à celles qui ont une influence directe sur le cours d'autres procédures (assistance judiciaire) ne va pas toujours sans retarder le traitement d'affaires plus complexes, dont les intérêts en jeu sont parfois considérables, affaires qui nécessitent souvent un investissement en temps important, qui devrait pouvoir idéalement être consacré de manière suivie. C'est le cas en particulier des affaires de propriété intellectuelle.

1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Par arrêt du 15 juillet 2008, publié sur le site internet du Tribunal cantonal <http://admin.fr.ch/tc/>, la Chambre a modifié sa pratique relative au calcul du délai lors de prolongation, après échange de vues au sein de la section civile : la prolongation court désormais de l'expiration du délai initial. Les Cours et Chambre de la section civile s'alignent ainsi sur la pratique des Cours de la section administrative, laquelle correspond à la solution retenue par le législateur fédéral dans le nouveau code de procédure civile suisse qui entrera probablement en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat. La Chambre a adopté le 10 juillet 2008 des Directives concernant le traitement d'excédents, de dividendes ne pouvant être versés ou d'entrées de fonds intervenant/de versements effectués après la suspension ou la clôture de procédures de faillites, publiée sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://admin.fr.ch/pj>).

Dix candidats ont passé avec succès les examens mettant fin aux deux ans de formation des collaborateurs des offices des poursuites et faillites des cantons de Fribourg et Neuchâtel. La remise des diplômes a eu lieu le 12 décembre 2008, en présence du Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice.

1.2.5 Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.6 Chambre des tutelles

Dans son arrêt du 17 janvier 2008, publié *in* RFJ 2008 p. 73, la Chambre des tutelles a comblé une lacune de la loi d'organisation tutélaire (art. 17) en s'attribuant la compétence de renvoyer l'affaire à une autre justice de paix en cas de récusation d'une telle autorité. Le législateur a en effet omis d'adapter la disposition légale en question à la réduction des cercles de justices de paix, qui correspondent désormais aux arrondissements judiciaires.

1.2.7 Cour d'appel pénal

La Cour d'appel pénal a dû faire face en 2008 à une importante charge de travail due notamment à la complexité et aux enjeux de certaines affaires. Pour continuer à rendre ses arrêts dans des délais raisonnables, elle a pu compter sur l'apport ponctuel de deux Juges suppléants, Me Francine Defferrard et Me Tarkan Göksu, qui ont fonctionné à certaines occasions comme Juges-rapporteurs. Cette aide ne résout cependant pas le problème de l'insuffisance du nombre des greffiers des Juges de la Cour d'appel pénal. En effet, la loi exige que ceux-ci soient présents aux nombreuses séances de cette Cour (une trentaine en 2008), ce qui limite leur disponibilité pour les travaux de rédaction. Le crédit extraordinaire accordé au Tribunal cantonal par le Service de la justice pour l'engagement en 2009 durant six mois d'un greffier à mi-temps permettra de renforcer momentanément les forces de travail de greffiers des sections civile et pénale, mais n'est pas de nature à apporter à long terme une solution satisfaisante aux besoins de la Cour d'appel pénal.

1.2.8 Chambre pénale

Le nombre des causes inscrites au rôle de la Chambre pénale, à l'exclusion des visas relatifs au maintien en détention avant jugement, est resté pratiquement stable en 2008 (2008: 214; 2007: 225). L'absence d'un membre de la Chambre durant 4 mois a nui à son rendement (2008: 198; 2007: 254).

En raison notamment des mesures de surveillance ordonnées par les Juges d'instruction et soumises à l'approbation du Président de la Chambre, le nombre total des affaires ressortissant à celui-ci s'est accru (2008: 545; 2007: 509). Dans un cas d'infractions graves à la loi fédérale sur les stupéfiants, 51 mesures de contrôle téléphonique ont été ordonnées, savoir 28 surveillances en temps réel et 23 contrôles rétroactifs.

1.2.9 I^{ère} Cour administrative

La tendance à l'augmentation des affaires se confirme en 1^{ère} Cour administrative. Jusqu'en 2003, le nombre annuel des nouvelles affaires enregistrées avoisinait les 105/117. Dès 2004, une rapide progression se marque: 132 en 2004, 175 en 2005, 150 en 2006, 185 en 2007 et 204 en 2008. C'est à la lumière de ces chiffres qu'il convient d'apprécier la nouvelle augmentation signalée pour l'année écoulée. En parallèle, les mesures de contrainte, de l'ordre de 50 affaires en moyenne par le passé, ont atteint le nombre de 101 en 2007 et 2008. L'augmentation des affaires implique non seulement plus de jugements à étudier, rédiger et juger, mais aussi, avant ce travail de jugement, une masse toujours plus importante notamment de mesures d'instruction (courriers, téléphones, recherches, etc.). Il convient enfin de souligner que certains Juges de la 1^{ère} Cour administrative font également partie de la composition ordinaire de la 3^{ème} Cour administrative, où il faut aussi noter une augmentation des nouvelles affaires par 51.

1.2.10 II^{ème} Cour administrative

L'activité de la II^{ème} Cour administrative pour l'année 2008 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.11 III^{ème} Cour administrative

La III^{ème} Cour a enregistré en 2008 une augmentation du nombre des nouvelles affaires (51, soit 24,5%).

1.2.12 Cour fiscale

Le nombre des recours nouvellement introduits s'est accru de manière peu importante; la charge de travail semble ainsi s'être stabilisée à un bas niveau par rapport à la situation prévalant il y a quelques années. Dans ces circonstances, la Cour fiscale a pu céder une nouvelle fois (tout comme en 2003) un demi-poste de greffier-rapporteur à la Cour des assurances sociales, de sorte qu'elle ne compte plus désormais qu'une seule greffière-rapporteuse à son service. C'est pourquoi le Président de la Cour fiscale assure le rôle de rapporteur dans un nombre d'affaires en langue française encore plus important que précédemment, à côté de tous les cas en langue allemande qui lui reviennent. Au printemps, il a en outre collaboré à titre temporaire comme Juge unique suppléant auprès de la Cour des assurances sociales, en remplacement lors de la maladie du Président de cette Cour.

Des questions touchant à l'imposition de la famille ainsi qu'à la délimitation entre frais de formation et frais de perfectionnement ont constitué deux points forts des procédures de recours introduites. Dans l'ensemble, la Cour fiscale s'est toutefois penchée sur des problèmes très variés. La publication des arrêts sur le site du Tribunal cantonal et dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence en offre un aperçu partiel.

1.2.13 Cour des assurances sociales

Pour les raisons qui ont été évoquées dans les deux rapports précédents de 2006 et de 2007 et auxquelles il est fait renvoi, la Cour connaît, depuis l'entrée en vigueur en 2006 de la 1^{ère} partie de la 5^{ème} révision de la loi sur l'assurance-invalidité, une recrudescence très importante du nombre des litiges relevant de cette matière. Le nombre de ces litiges dépasse sensiblement celui de tous les autres, notamment de ceux ressortissant à l'assurance-chômage ou à l'assurance-accidents. Cette recrudescence a engendré parallèlement une augmentation de la charge de travail à laquelle doit faire face la Cour.

Malgré cela, la Cour a notablement amélioré son taux de liquidation par rapport à 2007. Cette amélioration est encore insuffisante et la Cour a besoin impérativement de forces de travail supplémentaires, d'où les mesures urgentes requises et accordées pour 2009.

1.3. Personnel

Ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Juge Pierre Kaeser a quitté le Tribunal cantonal le 30 avril 2008. Doyen d'âge et de fonction du Tribunal cantonal, Pierre Kaeser, né en 1943, bachelier du collègue St-Michel et licencié en droit de l'Université de Fribourg, a obtenu son brevet d'avocat le 8 septembre 1971, après un stage effectué en l'étude de Me Monferini. Il a pratiqué le barreau pendant 12 ans et a été élu bâtonnier – le plus jeune de Suisse – de l'Ordre des avocats en 1980 avant d'être élu Juge cantonal, le 16 novembre 1983. Pierre Kaeser est entré en fonction le 1^{er} janvier 1984. Juriste complet, sensible au mot juste, rompu à l'exercice du barreau, élevé par ses pairs au bâtonnat, Pierre Kaeser s'est distingué par un goût prononcé du débat, voire de la contradiction. Le Tribunal cantonal gardera le souvenir d'un homme aux qualités juridiques bien ancrées et doté d'un sens profondément humain. Il lui souhaite une heureuse et paisible retraite.

Dans sa session du 8 mai 2008, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Pierre Kaeser, Françoise Bastons Bulletti, avocate, présidente du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine.

Me Séverine Monferini Nuoffer a été élue, pour une durée indéterminée, en qualité de Juge suppléante auprès du Tribunal cantonal.

Dans sa séance du 4 décembre 2008, le Grand Conseil a, par ailleurs, réélu à partir du 1^{er} janvier 2009 Roland Henninger, en qualité de Juge auprès du Tribunal cantonal.

Armand Bloch a souffert de graves problèmes de santé en début d'année 2008 ayant nécessité une hospitalisation de plusieurs semaines. Son absence a duré 3 mois. Aucune mesure externe n'a été prise pour son remplacement. Me Bruno Kaufmann, assesseur et vice-président de la Cour des assurances sociales, a assuré la présidence de la Cour; Hugo Casanova a par ailleurs assuré le suivi de certains dossiers et Anne-Sophie Peyraud, greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales, a assuré l'*interim* dans les tâches administratives du Président.

1.4 Autres Activités

En date du 7 novembre 2008, le site internet du Tribunal cantonal, sections civile, pénale et administrative confondues, a été mis en ligne. Celui-ci remplace dès lors les sites internet de l'ancien Tribunal cantonal, sections civile et pénale, et du Tribunal cantonal, section administrative.

Le site donne toujours accès à certains arrêts susceptibles d'intéresser le public et les autorités, aux règlements et circulaires du Tribunal cantonal et de ses Cours ainsi qu'au rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton. La nouveauté est l'introduction plus systématique du programme en ligne des séances publiques des Cours.

Ses adresses complètes sont:

FR = <http://admin.fr.ch/tc/fr/pub/index.cfm>

DE = <http://admin.fr.ch/tc/de/pub/index.cfm>

Il est aussi accessible via les adresses suivantes:

FR = <http://admin.fr.ch/tc/>

DE= <http://admin.fr.ch/kg/>

Le 1^{er} septembre 2008, le Tribunal cantonal a rencontré le Conseil de la magistrature. En date du 14 novembre 2008, il a en outre rencontré l'Ordre des avocats fribourgeois pour un échange de vues sur différentes questions.

Le 14 mai 2008, les sections civile et pénale du Tribunal cantonal ont tenu conférence de presse pour présenter leur rapport annuel. A cette occasion, les médiateurs Sandra Dietsche et Gérard Demierre ont présenté le Bureau de la médiation pénale des mineurs.

Dans le cadre des échanges que la section administrative entretient avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, les Juges et greffiers-rapporteurs ont organisé avec le Prof. Jean-Baptiste Zufferey un séminaire intensif qui s'est tenu le 9 avril dans les locaux de la section.

La Commission administrative du Tribunal cantonal ainsi que le Tribunal cantonal se sont réunis en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

2. Le Ministère public

Jusqu'à la mise en place de la nouvelle Constitution cantonale, le Ministère public était soumis à la surveillance du Conseil d'Etat ou celle du Tribunal cantonal suivant les fonctions auxquelles ses officiers étaient appelés. Pour la première fois, le Ministère public a soumis son rapport au Conseil de la magistrature et à la haute surveillance du Grand Conseil.

Dans son rapport, le Ministère public relève une augmentation importante des comparutions devant les tribunaux de première instance, soit 58 séances de plus qu'en 2007. Cette hausse s'explique par les jugements rendus dans des affaires conséquentes : Appel au Peuple, affaire de Schmitten ainsi que des affaires impliquant plusieurs prévenus.

Le Ministère public relève une augmentation préoccupante de la violence au moyen de couteaux ou autres objets dangereux. Il en va de même de celle commise en matière sexuelle à l'encontre de mineurs ou de personnes handicapées dont doit s'occuper le Ministère public de plus en plus fréquemment.

Deux substituts ont démissionné : Me Arthur Lehmann est devenu Vice-Président de la Chambre pénale des mineurs et Me Patrick Rohner est entré à l'Office fédéral de la Justice. Ils ont été remplacés respectivement par Me Andréa Minka Il-Wiederkehr et Me Sandrine Schaller Walker qui elle-même a été remplacée par Me Benoît Ducry durant son congé maternité.

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1 En général

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux a augmenté par rapport aux deux précédentes années (2008 : 812 ; 2007: 733; 2006: 767) alors que les affaires relevant des présidents de tribunaux civils ont diminué (2008 : 8653 ; 2007: 9002; 2006: 7888). La progression constante des mesures protectrices de l'union conjugale observée depuis 1998 s'est stabilisée (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264; 2007: 384, 2008 : 380).

Les causes relevant du Tribunal pénal enregistrent une hausse (2008 : 220, 2007: 185; 2006: 232) alors que celles relevant du juge de police continuent leur progression à la baisse (2008 :840 ; 2007: 1031; 2006: 1154).

3.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal pénal	3	41	63	61	32	6	206
Juge de police	67	175	253	224	47	6	772

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Droit de la famille	27	113	62	88	87	46	423
Actions résultant des contrats	3	18	17	38	25	15	116

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	6	49	347	138	25	5	570
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	41	187	116	42	12	4	402
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	21	110	74	32	11	5	253
Mainlevée	520	2727	33	12	1	0	3293

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	27	101	26	32	5	2	193
Chambre	10	82	47	38	26	14	217

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	102	207	30	15	5	0	359
Chambre	4	12	4	10	7	4	41

Il ressort notamment de ce tableau que 93% des affaires du juge de police et 82% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2007 : 93% et 80% ; 2006: 95% et 85%; 2005: 95% et 83%). En matière civile, 69% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 96% des mesures protectrices de l'union conjugale et 94% des affaires pécuniaires, de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2007 : 71%, 95% et 95% ; 2006: 72 %, 95 % et 92 %; 2005: 68 %, 94 % et 97 %).

3.3 Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

Dans leurs rapports, les présidents du Tribunal pénal relèvent que la charge de travail n'a pas diminué durant l'an passé et qu'elle représente une année de travail. Cette charge va augmenter car le Président du Tribunal pénal économique ne pourra plus prendre le tiers des affaires ordinaires au vu des nombreuses affaires économiques qui occuperont le Tribunal pénal économique durant ces prochaines années. Sans le renfort d'un juge ad hoc et de personnel, la situation ne pourra qu'empirer.

Le Conseil de la magistrature a nommé comme Président ad hoc pour trois mois M. Frédéric Chassot, greffier, afin que le Président, M. Jean-Marc Sallin, puisse préparer et juger l'affaire Appel au peuple. Le travail de M. Chassot a donné pleine et entière satisfaction au Tribunal.

En matière civile, la situation est stable. Il s'agit toutefois de prêter une attention toute particulière à l'évolution des affaires en matière de Prud'hommes et de bail, ces dernières ayant enregistré une nette hausse cette année. L'appui de 100% de greffier pour les Prud'hommes octroyé en 2008 a été reconduit pour 2009.

3.4 Tribunal de l'arrondissement de la Singine

En 2008, le Tribunal de la Singine a liquidé un total de 1'075 (2007 : 1'070) affaires, sans prendre en compte les privations de liberté à des fins d'assistance. Comme le Président M. Peter Rentsch s'occupe des affaires en langue allemande devant le Tribunal de la Sarine, à raison de 40 à 50%, les présidents singinois constatent que la charge de travail ne leur permet pas de liquider les affaires sans retard ni avec le soin voulu. Les 160% de temps de travail actuel devraient être augmentés à 200%.

3.5 Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

Le Président, M. Louis Sansonnens, a quitté ses fonctions de juge après vingt-deux ans d'activité. Le Conseil témoigne sa reconnaissance à ce magistrat qui a assumé sa tâche avec conscience et dévouement. Il forme ses vœux les meilleurs pour la suite de sa carrière à la présidence de la Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif du sud du canton.

La Présidente, Mme Claudia Dey Gremaud, a été élue par le Grand Conseil à un poste à 100%. Un nouveau poste de président à 50% est occupé par Mme Frédérique Bütikofer Repond depuis le 1^{er} juin 2008. Suite à ces changements, les présidentes ont réorganisé la répartition des affaires : Mme Bütikofer Repond est en charge des dossiers pénaux, Mme Dey Gremaud des dossiers civils. M. Vallet continue pour sa part à traiter des affaires dans ces deux domaines du droit.

Le Tribunal dispose en outre depuis le 1^{er} janvier 2009 d'un greffier supplémentaire à 50%.

3.6 Tribunal de l'arrondissement du Lac

La charge de travail est restée au même niveau que celle de l'année passée, c'est-à-dire assez élevée. Grâce à un rythme de travail important, la plupart des affaires devant le Président de tribunal se liquident en moins de trois mois. Seules les affaires difficiles demandent plus d'un an pour être jugées.

Pour décharger le Président, M. Markus Ducret, durant le traitement de l'affaire Cannabioland, le Conseil de la magistrature a nommé le greffier, M. Peter Stoller, Président ad hoc pour une période de cinq mois, soit du 1^{er} octobre 2007 au 29 février 2008. M. Stoller s'est acquitté de sa tâche à la satisfaction de tous.

3.7 Tribunal de l'arrondissement de la Broye

Après avoir travaillé comme Président ad hoc à 50% depuis le 1^{er} mai 2007, M. Marc Sugnaux, a été élu Président du Tribunal de la Broye le 3 avril 2008.

La charge de travail a continué à augmenter passant de 1052 dossiers enregistrés en 2007 à 1'079 en 2008.

4. L'Office des juges d'instruction

Durant l'année 2008, l'Office a enregistré 17'468 (2007 : 18'077) dossiers. Cela correspond à l'enregistrement de quelque 70 (72) dossiers par jour ouvrable en moyenne.

Des 17'468 dossiers mentionnés ci-avant, 9'572 (10'156) dossiers ont été instruits contre des auteurs connus. Ce chiffre correspond au traitement de 957 (1'041) nouveaux dossiers par juge en moyenne et de quelque 79 (86) dossiers par mois pour chaque juge. Dans les procédures dirigées contre inconnu, 7'896 (7'921) dossiers ont été ouverts.

Dans son rapport, le Président de l'Office relève que :

- le nombre des nouveaux dossiers ouverts a diminué de 609 unités (diminution de 1'333 unités en 2007);
- les juges d'instruction sont parvenus à clore 9'149 (9'438) dossiers par ordonnance;
- ils ont en outre prononcé 5'840 (6'806) ordonnances de classement contre inconnu avec motivation sommaire et 2'127 (3'072) ordonnances de conversion d'amende en arrêts;
- dans 66% (72%) des cas, les procédures ont été closes dans un délai de 3 mois ; par ailleurs, 84% (82%) des dossiers ouverts en 2008 ont pu être clos dans l'année ;
- les anciens dossiers de l'Office (ouverts depuis plus d'une année) s'élèvent au nombre de 167 (130) dont 70% datent de 2007;
- seuls 3 (3) anciens dossiers sont antérieurs au 1^{er} janvier 2004 ;
- en qualité de juge d'application des peines, les juges d'instruction ont clos 90 procédures.

Au 31 décembre 2008, le nombre total des dossiers encore ouverts était de 3'214 (2'641).

Après une augmentation constante durant plusieurs années du nombre de ses dossiers enregistrés, l'Office connaît pour la deuxième année consécutive une tendance inverse: en 2007, il avait relevé une diminution de 1'333 unités du nombre de dossiers enregistrés. Cette réduction s'élève à 609 pour l'année 2008. Celui-ci constate en outre - sans pour autant être en mesure de l'expliquer - une réduction du nombre de plaintes et de dénonciations qui lui parviennent.

M. André Piller a quitté l'Office à la fin février 2008 après plus de 30 ans de carrière. Qu'il trouve ici l'expression des remerciements du Conseil pour son engagement indéfectible en faveur de la justice fribourgeoise et pour la qualité de son travail.

Au 1^{er} mai 2008 sont entrés en fonction la Juge d'instruction Christiana Dieu-Bach, qui travaillait déjà à l'Office depuis juillet 2007 comme juge d'instruction LAVI germanophone, et le Juge d'instruction Alexandre Sudan, qui était jusqu'alors greffier auprès de l'Office. Engagés chacun à un taux d'activité de 50%, les précités sont au bénéfice d'un contrat d'engagement de durée limitée.

5. Les Juges de la détention

Les deux Juges de la détention, Mme Liliane Hauser et M. Sébastien Pedroli, assurent la permanence sur toute l'année, à raison de deux semaines par mois pour chacun. Ils ont pour tâche d'effectuer, dans les 24 heures suivant l'arrestation d'un prévenu, une audition afin de confirmer ou non la mise en détention avant jugement. Ils doivent également statuer dans les cinq jours sur les demandes de mise en liberté déposées par des prévenus en détention avant jugement.

En 2008, Mme Liliane Hauser, a traité un total de 100 demandes et M. Sébastien Pedroli, 97. Mme Hauser a accepté toutes les demandes de mise en détention et a rejeté 15 demandes de mise en liberté sur 17. M. Pedroli a accepté 73 demandes de mise en détention sur 74. Il a admis une demande de mise en liberté sur 23.

6. Les Justices de paix

L'essentiel des activités des Justices de paix est relaté dans le rapport du Tribunal cantonal (cf. Partie II, chiffre 1.2.1.3).

Veillez vous référer également à la Partie I, chiffre 2.2.1.

7. La Chambre pénale des mineurs

1939 affaires ont été inscrites au rôle, soit une légère augmentation par rapport à l'année dernière (+ 63 affaires), mais moins de mineurs ont été dénoncés (- 35 mineurs). On note une sensible baisse des dénonciations chez les mineurs de langue allemande (- 4,1 %), un taux qui, après plusieurs années d'augmentation, est à nouveau passé sous la barre des 20 %. De même, le chiffre des dossiers hors canton a nettement chuté (- 66 dossiers), alors que les affaires situées à Fribourg-Ville (+ 44 affaires), en Sarine-Campagne (+ 111 affaires) et dans la Gruyère (+ 44 affaires) ont été plus nombreuses.

Malgré cette légère hausse des affaires, les changements survenus dans le personnel, la multitude des cours, séminaires et autres colloques auxquels ont participé juges, greffiers et assistants sociaux pour s'informer, mais aussi pour former les différents services sur les nouveautés de la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn), aucun retard n'est à signaler dans les différents secteurs que regroupe la Chambre.

Le Président de la Chambre observe une stagnation de la violence chez les jeunes et une baisse des mineurs entendus par le juge (- 72), des enquêtes en cours au 1^{er} janvier 2008 et ouvertes durant l'année (- 95), des renvois devant le juge unique ou devant la Chambre (- 231), ainsi que des infractions à la loi fédérale sur la circulation routière (- 77). Par contre, il relève une augmentation des mesures prises à titre provisionnel (+ 13), des infractions contre le patrimoine (+39), des incendies par négligence (+ 10), des infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants (+ 46, dont 21 crimes ou délits, 16 contraventions et 9 cas bénins). Selon lui, il n'y a pas de commentaires importants à faire sur ces chiffres, tant ceux-ci peuvent changer d'une année à l'autre.

Par contre, il est étonné, voire surpris, de constater que les juges ont durant 2008, deuxième année d'application de la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, ordonné nettement moins de mesures de protection qu'en 2007 (- 59), à l'exception des cumuls "mesures/peines" (+4), décisions toutefois pas comptabilisées, comme en 2007 d'ailleurs, dans les rubriques "mesures" et "peines". Par contre, ils ont ordonné le même nombre de sanctions pénales (cf. jugements et ordonnances pénales) (+ 1) et plus de conversions (+ 36).

Il est délicat de tirer des conclusions trop hâtives. Toutefois, la bonne collaboration entre autorité civile et autorité pénale des mineurs fixée dans la loi (art. 20 DPMIn) apporte un premier élément de réponse. En effet, le juge des mineurs renonce presque systématiquement à prendre une mesure de protection en faveur du mineur délinquant pour lequel la justice de paix a déjà ordonné une mesure de droit civil. Et il est réjouissant de constater que les juges de paix, aujourd'hui tous professionnels, prononcent régulièrement des mesures en faveur des jeunes à risques.

Au surplus, les juges fribourgeois tentent d'éliminer une maladresse de la nouvelle loi qui oblige de soumettre le mineur à un accompagnement lors de chaque condamnation à une peine avec sursis, qu'il s'agisse d'une réprimande, d'une prestation personnelle, d'une amende ou d'une privation de liberté (art. 29 al. 3 DPMIn). En effet, lorsqu'il est constaté dans le jugement que le comportement du mineur est positif, que la famille est présente et que, partant, aucune mesure du droit pénal des mineurs est nécessaire, il est inopportun, voire absurde d'ordonner un accompagnement au mineur condamné, par exemple, à Fr. 100.-- avec sursis durant 6 mois pour une affaire tout à fait bénigne et qui résulte d'un accident de parcours!

Le Bureau de la médiation pénale pour mineurs a traité 84 affaires concernant 145 mineurs, soit 15 affaires et 16 mineurs de moins que l'année précédente. Fait réjouissant : le nombre de processus ayant conduit à un accord de médiation reste élevé et les participants sont généralement satisfaits.

Le Président de la Chambre souligne l'importance des tâches de surveillance de l'exécution des sanctions et des mesures. Certains dossiers en exécution représentent une dizaine d'audiences et un échange de courrier hebdomadaire. Afin de rendre ces diverses tâches plus transparentes, il a été prévu d'ouvrir dès le 1^{er} janvier 2009, à l'interne, un rôle intitulé "exécution des mesures et des peines".

7. Commissions et autres autorités

Veillez vous référer à la Partie III « Statistiques », ch. 7ss.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 16 mars 2009

La Secrétaire-juriste :

Christine KELLER

La Présidente :

Antoinette DE WECK

AN DEN GROSSEN RAT

des Kantons Freiburg

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 unseren Jahresbericht über unsere Tätigkeit und diejenige der Gerichtsbehörden des Kantons zu unterbreiten.

I. DER JUSTIZRAT

Wie in Art. 152 der Schlussbestimmungen der Verfassung vorgesehen, hat der Justizrat (nachfolgend: der Rat) am 1. Juli 2007 seine Tätigkeit aufgenommen. Da für die ersten sechs Monate kein Bericht erstellt wurde, umfasst der vorliegende Bericht achtzehn Monate der Tätigkeit des Justizrates.

1. Aufbau

Seit dem 1. Oktober 2007 verfügt der Justizrat über eine vollzeitlich angestellte juristische Sekretärin, Frau Christine Keller. Frau Yolanda Brünisholz ersetzt Frau Stéphanie Rohrer und besetzt die Halbtagsstelle als Verwaltungssekretärin seit Mai 2008.

Im Verlaufe des Monats September 2007 hat der Rat seine Büros bezogen. Die anfänglich auf zwei Stockwerke am Liebfrauenplatz verteilten Räumlichkeiten wurden ab April 2008 auf das Erdgeschoss reduziert.

In diesen ersten eineinhalb Jahren musste der Rat zunächst die im Hinblick auf die Erfüllung seiner Wahl- und Aufsichtsaufgaben zu befolgenden Verfahren festlegen. Zudem hat er sein Sekretariat damit beauftragt, die Datenbank mit sämtlichen richterlichen Funktionen und der Zusammensetzung der Behörden zu errichten, welche der Aufsichts- und Wahlbefugnis des Rates unterstellt sind. Er erliess ein Reglement, das am 18. August 2008 in Kraft getreten ist. Seit September 2008 verfügt der Rat schliesslich über seine eigene, vom Sekretariat kreierte und regelmässig aktualisierte Internetseite (www.admin.fr.ch/jr). Dieses Kommunikationsmittel erweist sich als sehr nützlich für die Publikation von verschiedenen Informationen und erlaubt den Kandidaten, welche an den ausgeschriebenen Stellen interessiert sind, die Bewerbungsformulare direkt herunterzuladen.

2. Tätigkeit

Der Rat hat während dieser achtzehn Monate 38 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen des Rates sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Ausserdem wurden insbesondere für die Durchführung der Vorstellungsgespräche mit Kandidaten für bestimmte richterliche Funktionen und der Inspektionen Delegationen des Rates gebildet.

2.1 Wahlen und Wiederwahlen

Seit der Rat seine Tätigkeit aufgenommen hat, hat er zu 131 Wahlen und 182 Wiederwahlen in haupt- oder nebenberufliche richterliche Funktionen Stellung genommen. Unter Berücksichtigung des Umstands, dass unser Justizsystem 427 Stellen zählt, muss die grosse Zahl der Wahlen aufgrund der Tatsache nuanciert werden, dass der Justizrat im Jahr 2007 das Wahlverfahren für 7 hauptberufliche Friedensrichter sowie für 64 Beisitzer und Ersatzrichter, d.h. für insgesamt 71 Stellen, organisiert hat. Was die Wiederwahlen betrifft, so werden diese im Jahr 2012 vollständig entfallen, da die Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft ab dem Jahr 2008 auf unbestimmte Zeit gewählt werden (Art. 121 Abs. 2 und 152 Abs. 3 Bst. b KV). Einzig die Richter, die bei Inkrafttreten der neuen Verfassung im Amt sind, werden am Ende ihrer Amtsdauer wiedergewählt (Art. 152 Abs. 3 Bst. a KV).

Das Wahlverfahren dauert mehrere Monate und hängt von den Sessionsdaten des Grossen Rates ab, was den Rat dazu zwingt, die Stellen bereits lange vor Amtsantritt auszuschreiben. Um vakante Stellen zu vermeiden, wurde den Richtern die Notwendigkeit in Erinnerung gerufen, ihren Rücktritt mindestens sechs Monate im Voraus anzukündigen.

2.2 Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 152 der Verfassung hat der Rat seine Aufsichtstätigkeit erst am 1. Januar 2008 aufgenommen. Bis dahin übte das Kantonsgericht die Administrativ- und Disziplinaufsicht aus. Die Verfassung ermächtigt den Rat, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Art. 127 Abs. 2).

2.2.1 Administrativaufsicht

Der Rat hat das durch das Kantonsgericht eingeführte Aufsichtssystem, bestehend aus der jährlichen Inspektion sämtlicher Gerichtsbehörden, übernommen. In Delegationen von drei Mitgliedern (siehe Art. 13 Abs. 2 JRG) hat er die Inspektionen der zivil-, der straf- und der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts, der Bezirksgerichte Saane (teilweise), Sense, Greyerz und Broye, sämtlicher Friedensgerichte, der Staatsanwaltschaft, der Jugendstrafkammer und des Untersuchungsrichteramtes (lediglich Schlussinspektion) durchgeführt. Er hat indessen von der in Art. 127 Ziff. 2 KV gebotenen Möglichkeit Gebrauch gemacht und die Inspektion bestimmter Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht übertragen (siehe Teil II, Punkt 1.2.1.3).

Sowohl aus den vom Rat selber als auch aus den vom Kantonsgericht durchgeführten Inspektionen geht hervor, dass die Organisation sowie die Tätigkeit der Gerichtsbehörden insgesamt zufriedenstellend sind. Der Rat dankt den Magistraten und dem Personal für die Seriosität und die Hingabe, mit der sie ihre Aufgaben erfüllen.

Dennoch zeigen die anlässlich der Inspektionen gemachten Feststellungen und die Statistiken, dass bestimmte Behörden besondere Schwierigkeiten antreffen:

Sozialversicherungsgerichtshof des Kantonsgerichts

Wie das Verwaltungsgericht in seinem Jahresbericht 2006 hervorgehoben hat, haben die bei ihm anhängig gemachten Beschwerden in der Invalidenversicherung infolge der Abschaffung des bundesrechtlichen Einspracheverfahrens in der Invalidenversicherung und der damit einhergehenden rigoroseren Verfahrensweise der Verwaltungsbehörde bei der Zusprache von Versicherungsleistungen explosionsartig zugenommen. Der Rat musste leider feststellen, dass in den darauffolgenden Jahren die Zahl der Beschwerden weiter gestiegen ist und in der Fallerledigung grosse Verzögerungen entstanden sind. Entsprechend konnte der Gerichtshof im Jahr 2008 die in den Jahren 2007 und 2008 anhängig gemachten Fälle nicht bearbeiten.

Besorgt über diese untragbaren Verzögerungen, hat der Rat die Wahl eines hauptberuflichen Ersatzrichters für eine Dauer von zwei Jahren, eines Ersatzrichters für diesen Gerichtshof sowie die Anstellung eines Gerichtsschreibers befürwortet. Die Richter wurden anlässlich der Februarsession 2009 gewählt und haben ihr Amt im darauffolgenden Monat März angetreten.

Bezirksgericht Saane

Der Rat hat davon Kenntnis genommen, dass die Präsidenten der strafrechtlichen Abteilung auf Schwierigkeiten im Zusammenhang mit der Zunahme ihrer Aufgaben hinweisen. Ein Präsident macht ausserdem auf eine Zunahme der Aggressivität bestimmter Bürger anlässlich der Verhandlungen aufmerksam. Trotz seiner Sorge um die Sicherheit der Magistraten und des Personals ist der Rat der Meinung, dass spontane Gewalttaten selbst bei dauernder Anwesenheit eines Sicherheitsbeamten nicht verhindert werden könnten. Sollte eine spürbare Zunahme solcher Vorfälle zu verzeichnen sein, müsste der Rat die Einführung permanenter Sicherheitsmassnahmen empfehlen.

Bezirksgericht Greyerz

Anlässlich seiner Inspektionen hat der Rat das Bezirksgericht ersucht, Verfahrensvorschriften anzuwenden, die es erlauben, die Verhandlungen zu verkürzen. Er hat es zudem aufgefordert, administrative Verfahren zu ändern und gewisse organisatorische Aspekte der Gerichtsschreiberei zu überprüfen. Der Rat hofft, dass das Gericht dank dieser Massnahmen und der neuen Arbeitskräfte, über die es nunmehr verfügt (siehe Punkt 3.5 hiernach), die grossen Verzögerungen, die es seit vielen Jahren kennt, aufzuholen vermag. Um es in seinen diesbezüglichen Bemühungen zu unterstützen, hat der Rat bereits im Verlauf des Frühlings 2009 eine Inspektion vorgesehen.

Bezirksgericht Broye

Nach seinem Amtsantritt als Präsident ad hoc im Mai 2007 wurde Herr Marc Sugnaux im April 2008 vom Grossen Rat auf unbestimmte Zeit zum Präsidenten gewählt. Die gute Zusammenarbeit zwischen den beiden Präsidenten begünstigt ein ruhiges Klima in diesem Gericht, das in der Vergangenheit schwerwiegende Probleme im Sekretariat aufwies. Um die Entwicklung der Dossierverwaltung und der Organisation des Gerichts zu verfolgen, wird im Frühling 2009 eine Zwischeninspektion stattfinden.

Friedensgerichte

In diesem Jahr wurde das System der hauptberuflichen Friedensrichter eingeführt. Während dieser Übergang in gewissen Bezirken ohne grosse Probleme vollzogen werden konnte, war dies für andere Bezirke, insbesondere aufgrund organisatorischer Probleme im Zusammenhang mit der Wiedervereinigung der ehemaligen Amtskreise der Friedensgerichte, nicht der Fall. Die Einführung des neuen Systems hat zudem darunter gelitten, dass das elektronische Dossierverwaltungssystem Tribuna für die Friedensgerichte noch nicht verfügbar ist. Ausserdem haben die Sekretariate in den Amtskreisen, in denen ein grosser Teil der Fälle durch private Vormunde bearbeitet wird, einen zusätzlichen Arbeitsaufwand zu bewältigen, der mit der Lohnverwaltung zusammenhängt.

Mehrere Friedensrichter haben den Justizrat angesichts der von ihnen geleisteten Überstunden ersucht, ihren Beschäftigungsgrad zu überprüfen. Aus diesem Grund wurde eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen und mit der Abklärung dieser Frage beauftragt. Ihre Schlussfolgerungen werden entsprechend ausgewertet und dem Staatsrat unterbreitet werden.

Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Seit Inkrafttreten des Gesetzes über die Wahl und die Aufsicht der Richterinnen und Richter (RWAG) ist die Organisation und die Tätigkeit der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch der Aufsicht des Justizrates unterstellt (Art. 8 Abs. 3 und 10 Abs. 3 des Gesetzes über das Grundbuch). Im Jahr 2008 wurde diese Behörde erstmals inspiziert. Die Inspektion wurde im Auftrag des Rates vom Kantonsgericht durchgeführt.

Herr Hubert Bugnon, Kantonsrichter und seit Januar 2002 Präsident der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, hat per Ende 2008 als Präsident der Aufsichtsbehörde demissioniert. Frau Eva Maria Belser, Professorin an der Universität Freiburg und im Jahr 2008 Vizepräsidentin der Behörde, ist ebenfalls per Ende 2008 von ihrem Amt zurückgetreten. Die anerkannten fachlichen Kompetenzen dieser beiden Personen haben zum guten Funktionieren dieser Behörde beigetragen. Der Justizrat spricht ihnen für ihre wertvolle Arbeit und ihren Einsatz seinen aufrichtigen Dank aus.

Infolge dieser Demissionen hat der Grosse Rat im Dezember 2008 Frau Bettina Hürlimann-Kaup und Herrn Pierre-Henri Gapany als Mitglieder der Behörde, sowie Herrn Ludovic-Jean Egger, als Ersatzmitglied, gewählt.

Rekurskommission der Universität

Seit Inkrafttreten des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG) sieht Art. 40 des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität die Wahl der Mitglieder dieser Kommission durch den Grossen Rat auf unbestimmte Zeit vor. In der Praxis erweist sich die Anwendung dieser Gesetzesbestimmung für die Vertreter der Studierenden und der wissenschaftlichen Mitarbeiter als unangemessen und kompliziert. Tatsächlich wechseln die Vertreter dieser beiden Körperschaften häufig, so dass dem Grossen Rat regelmässig neue Kandidaten präsentiert werden müssen. Die Dauer des Wahlverfahrens führt darüber hinaus regelmässig zur Gefahr, das Funktionieren der Kommission zu beeinträchtigen. Für diese Personen stellt sich ebenfalls die Frage der im RWAG vorgesehenen Wohnsitzpflicht im Kanton. Eine Abänderung dieser Bestimmung ist im Rahmen der Revision des Gesetzes über die Universität vorgesehen.

2.2.2 Disziplinaufsicht

Der Rat hat 38 Anzeigen bearbeitet. 31 wurden ohne Folge klassiert und 7 zogen einen Schriftenwechsel nach sich. Am 31. Dezember 2008 waren 2 noch hängig. Der Rat hat keine disziplinarische Untersuchung eröffnet.

2.3 Befristete Ernennungen

Das Gesetz über die Gerichtsorganisation räumt dem Rat die Befugnis ein, für eine Dauer von maximal 6 Monaten erstinstanzliche Richter zu ernennen (Art. 4 Abs. 4). Der Rat hat von dieser Befugnis in 9 Fällen Gebrauch gemacht, davon 5 für hauptberufliche Richter (Präsident des Bezirksgerichts See 100%, für eine Dauer von 5 Monaten; Präsident des Bezirksgerichts Saane 100%, für eine Dauer von 3 Monaten; Präsidentin des Bezirksgerichts Greyerz 50%, für eine Dauer von 6 Monaten; Präsident des Bezirksgerichts Broye 50%, für eine Dauer von 6 Monaten; Substitut der Generalstaatsanwältin 60%, für eine Dauer von 4 Monaten). Zwei Fälle betrafen die Verlängerung einer Funktion (Schlichtungskommission für Mietverhältnisse und Gewerbekammer des Seebezirks); zwei die Vertretung von Ersatzrichtern (Schlichtungskommission für Mietverhältnisse und Rekurskommission der Universität).

2.4 Ausbildung

Gemäss seiner Aufgabe, wonach er für die Weiterbildung der Magistraten zu sorgen hat (Art. 8 JRG), stellte der Rat die Ausbildung der neuen Magistraten sicher. In Zusammenarbeit mit der Konferenz der Präsidenten und der Untersuchungsrichter hat er eine interne, durch erfahrene Magistraten erteilte Schulung organisiert. Diese sehr praktische Ausbildung besteht darin, dass ein neu gewählter Präsident von seinem Mentor während der gesamten Zeit begleitet wird, die für seine Einführung notwendig ist. Der Rat bedankt sich bei den Präsidenten, welche sich bereit erklärt haben, diese Aufgabe als „Tutoren“ zu übernehmen. Der Rat hat zudem die neuen Magistraten dazu ermuntert, an der von der Schweizerischen Richterakademie angebotenen Weiterbildung in Luzern und Neuenburg teilzunehmen, die nach zwei Kursjahren mit einem Zertifikat im Lehrgang „Judikative“ abgeschlossen wird. Vier Freiburger Magistraten haben sich eingeschrieben.

Für die Weiterbildung der anderen Magistraten hat der Rat vorgängig die von der Universität vorgeschlagenen Seminarangebote zusammengetragen. Parallel dazu hat er sich an die Präsidenten und Untersuchungsrichter gewandt, um sich über deren Bedürfnisse zu informieren. Er ist ausserdem an den Lehrkörper der Universität, den Anwaltsverband, das Kantonsgericht sowie die Konferenz der Präsidenten und der Untersuchungsrichter herangetreten, um eine Arbeitsgruppe mit dem Auftrag zusammenzustellen, ein Bildungskonzept für die Magistraten auszuarbeiten. Die kontaktierten Stellen haben Professor Paul-Henri Steinauer, Herrn Rechtsanwalt André Clerc sowie die Herren Adrian Urwyler und Jérôme Delabays delegiert. Der Rat wird durch die Herren Peter Hänni und Jean-Frédéric Schmutz vertreten. Die Arbeitsgruppe hat ihre Tätigkeit diesen Winter aufgenommen.

2.5 Verschiedenes

Am 15. September 2008 haben die Präsidentin und der Vizepräsident eine Pressekonferenz abgehalten, um die Bilanz des ersten Tätigkeitsjahres des Rates vorzustellen.

Der Rat wurde zum Vorentwurf des Informations- und Öffentlichkeitsgesetzes, zum Vorentwurf des Gesetzes zur Anpassung verschiedener Gesetze an das Bundesgerichtsgesetz und im Rahmen der Leistungsanalyse des Staates betreffend die Gerichtsbehörden konsultiert.

Auf Einladung der Schweizerischen Richtervereinigung hat die Präsidentin anlässlich der Generalversammlung dieser Vereinigung in Luzern einen Vortrag gehalten. Das Thema des Vortrages lautete „Wahl, Wiederwahl und Aufsicht: Aufeinandertreffen von Justiz und Politik“.

II. DIE GERICHTSBEHÖRDEN

Die folgenden Texte sind Auszüge, gegebenenfalls zusammengefasst, aus den durch die Gerichtsbehörden selber verfassten Berichten.

1. Das Kantonsgericht

1.1 Allgemeine Bemerkungen

Als Folge der Umsetzung der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 hat das vereinigte Kantonsgericht seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufgenommen (Art. 152 KV). Es legt hiermit seinen ersten Tätigkeitsbericht vor, der nicht mehr dem Grossen Rat, sondern dem Justizrat erstattet wird, welcher den Bericht inskünftig zu prüfen hat (Art. 94 Abs. 4 GOG).

Im Berichtsjahr sind das Gesamtgericht zu sechs und die Verwaltungskommission zu elf Sitzungen zusammengetreten; zudem wurden mehrere Entscheide administrativer Natur auf dem Zirkulationsweg getroffen.

Das Gesamtgericht und die Kommission beschäftigten sich unter anderem mit allgemeinen Aufgaben der Geschäftsführung wie Personal, Budget, Zuständigkeitsfragen und Vernehmlassungen. Mehrere Geschäfte bezogen sich auf die Umsetzung und Folgen der Fusion, namentlich im Bereich Informatik. Daneben stellten die Inspektionen und die Neuorganisation der Friedensgerichte eine erhebliche Belastung dar.

Der Umstand, dass sich zwei Abteilungen in einem Gebäude in der Stadt Freiburg und eine in Givisiez befinden, erleichtert weder die organisatorische Arbeit, noch wird damit das Ziel der Zusammenlegung der beiden Gerichte, nämlich Synergien bei den Sekretären, Gerichtsschreibern, Räumlichkeiten, der Bibliothek und den Richtern zu nutzen, erreicht. Das Gericht hofft und erwartet, dass die zuständigen Behörden innert nützlicher Frist ein ihm angemessenes Gerichtsgebäude zur Verfügung stellen werden.

In diesem Zusammenhang bedauern es die Kantonsrichter, dass sich der Staatsrat lediglich auf ein Gebäude – das ehemalige Augustinerkloster in der Freiburger Altstadt – fokussiert hat. Wir haben unter anderem in einem Schreiben vom 16. Juli 2007, das wir diesem Bericht beilegen, unsere Bedenken dargelegt. Wir befürchten, dass das Augustinerkloster den Bedürfnissen des Kantonsgerichts nicht zu genügen vermag. Im Justizwesen stehen mehrere Änderungen an, die am 1. Januar 2011 in Kraft treten sollen. So werden die auf eidgenössischer Ebene vereinheitlichte Zivilprozess- bzw. Strafprozessordnung insbesondere die Schaffung eines Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen zur Folge haben.

Neben der Frage der Räumlichkeiten und dem Inkrafttreten der eidgenössischen Prozessordnungen darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die Beisitzer am Steuergerichtshof und am Sozialversicherungsgerichtshof spätestens Ende 2012 durch Berufsrichter ersetzt werden müssen. Diesbezüglich hat sich das Kantonsgericht die Frage gestellt, ob es nicht zwingend oder zumindest angebracht wäre, diese Änderungen zeitlich zusammenfallen zu lassen, da sie alle einen Einfluss auf den Stellenbestand am Kantonsgericht haben werden. Gleich verhält es sich mit der allfälligen Angliederung eines Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen an das Kantonsgericht, der Schaffung eines allgemeinen Rechtsmittels an das Kantonsgericht im Bereich der vorsorglichen Massnahmen (was ca. 100 zusätzliche Angelegenheiten für die Zivilappellationshöfe zur Folge hat, die aufgrund ihrer Rechtsnatur vordringlich zu behandeln sein werden) und der zusätzlichen Aufgaben der Kantonsrichter im Steuergerichtshof und im Sozialversicherungsgerichtshof.

Diese Änderungen werden eine grundlegende Reform der internen Organisation und der Aufgabenteilung der Kantonsrichter zur Folge haben. So werden einige unter ihnen möglicherweise Zivil- und Steuersachen oder Verwaltungs- und Strafsachen oder zivil-, straf- und sozialversicherungsrechtliche Angelegenheiten zu beurteilen haben. Nur zu diesem Preis wird die vom Verfassungsgeber gewollte tatsächliche Fusion des ehemaligen Kantonsgerichts und des ehemaligen Verwaltungsgerichts zu erreichen sein und nicht bloss ein Aneinanderreihen der beiden

ehemaligen Behörden. Das Kantonsgericht ist sich bewusst, dass diese Fragen umgehend einer vertieften Analyse zu unterziehen sind. Deshalb und in Anbetracht der aktuellen Arbeitslast der Kantonsrichter, der Chef-Gerichtsschreiber und des ganzen Personals hatte das Kantonsgericht beantragt, dass im Budget 2009 die Stelle eines Generalsekretärs oder zumindest jene eines Projektleiters für eine Mindestdauer von zwei Jahren vorgesehen wird. Leider hat es der Staatsrat nicht für angezeigt erachtet, dem Grossen Rat die Budgetierung einer solchen Stelle zu beantragen. Das Kantonsgericht befürchtet, dass weder dem Umfang der Aufgabe noch der Dringlichkeit, diese Aufgabe anzupacken, die nötige Beachtung geschenkt wurde.

1.2. Gerichtstätigkeit

1.2.1 Allgemeines

1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

KANTONSGERICHTS			
Allgemeine Statistik	2008	2007	2006
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1284	1058	1066
b) eingetragene Angelegenheiten	3488	3403	2999
c) erledigte Angelegenheiten	3267	3177	3006
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1505	1284	1059
ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG			
Allgemeine Statistik	2008	2007	2006
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	137	145	132
b) eingetragene Angelegenheiten	757	782	666
c) erledigte Angelegenheiten	762	790	653
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	132	137	145

STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2008	2007	2006
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	115	143	148
b) eingetragene Angelegenheiten	1242	1244	1185
c) erledigte Angelegenheiten	1215	1272	1190
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	142	115	143

VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2008	2007	2006
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1032	770	786
b) eingetragene Angelegenheiten	1480	1377	1148
c) erledigte Angelegenheiten	1281	1115	1163
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1231	1032	771

Die Zahl der im Jahr 2008 in den **Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen** neu eingetragenen Angelegenheiten ist stabil geblieben. Obwohl eine Richterstelle während vier Monaten vakant war, konnten die Höfe und Kammern dieser beiden Abteilungen die Quote der erledigten Angelegenheiten hoch halten. Der Zivilrechtlichen Abteilung ist es sogar gelungen, die Zahl der hängigen Angelegenheiten zu reduzieren.

Die Anzahl der im Jahr 2008 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** neu eingetragenen Angelegenheiten hat um 103 zugenommen. Mit Ausnahme des Sozialversicherungsgerichtshofs, bei dem im Vergleich zum Vorjahr drei Angelegenheiten weniger anhängig gemacht wurden, haben alle Höfe eine Zunahme der neuen Angelegenheiten zu verzeichnen; dies betrifft insbesondere den III. Hof. Die Anzahl der Angelegenheiten ist folglich für die Abteilung als Ganzes nach wie vor im Steigen begriffen. Was den Sozialversicherungsgerichtshof betrifft, ist die Arbeitslast – bzw. die Überlastung –, mit der er sich konfrontiert sieht, praktisch unverändert geblieben.

Was die Aufteilung der Angelegenheiten auf die verschiedenen Höfe betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof 1136 Fälle zu verzeichnen, was 45% der im Jahr 2008 eingetragenen Angelegenheiten entspricht (hängige und neu eingetragene Angelegenheiten zusammengenommen). Beim Steuergerichtshof sind 15% der Angelegenheiten eingetragen, beim I. Verwaltungsgerichtshof (Zwangsmassnahmen inbegriffen) 16% und beim III. Verwaltungsgerichtshof 14%. Die restlichen 10% entfallen auf den II. Verwaltungsgerichtshof.

Hervorzuheben ist weiter, dass die Anzahl der insgesamt von der Abteilung erledigten Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr zugenommen hat (+ 166 Fälle). Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten war nicht höher als jene der neu eingetragenen, wodurch die Anzahl der hängigen Angelegenheiten gegenüber dem 31. Dezember 2007 um 199 Einheiten zugenommen hat.

Weitere, detaillierte Angaben über die Tätigkeiten der einzelnen Höfe der Abteilung sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

1.2.1.2 Dauer des Verfahrens

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	15	20	27	38	9	3
II. Zivilappellationshof	29	67	34	21	8	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	180	32	12	6	0	0
Strafappellationshof	6	17	18	36	18	0
Strafkammer	441	68	30	20	7	1
Präsident der Strafkammer	529	9	3	0	0	0
I. Verwaltungsgerichtshof	128	60	40	31	15	9
II. Verwaltungsgerichtshof	10	28	18	53	36	13
III. Verwaltungsgerichtshof	46	96	29	28	11	12
Steuergerichtshof	9	60	30	49	81	2
Sozialversicherungsgerichtshof	29	93	54	36	78	97

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die je zweimal im gleichen Umfang verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

1.2.1.3 Unmittelbare und übertragene Aufsicht

Übertragene jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte (unter Einschluss der Mietgerichte) des Saanebezirks (teilweise), des Seebezirks, des Glane- und Vivisbachbezirks, das Untersuchungsrichteramt (teilweise), die Haftrichter, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen, jene der Universität und jene für Bodenverbesserungen inspiziert.

Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, deren Oberaufsicht sie ausübt (Art. 7 GOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert; diesbezüglich sind bis heute keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen.

a) Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2008 422 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 65 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Der Kommissionspräsident hat mehrere Friedensgerichte inspiziert. Er hat festgestellt, dass die Anhörungen an Einzelpersonen delegiert werden, obwohl Gesetz und Rechtsprechung vorschreiben, dass die Anhörungen durch das Friedensgericht in corpore vorzunehmen sind.

Die Kammer hat anlässlich der Inspektion der Aufsichtskommission festgestellt, dass die Mehrzahl der Einweisungen in Fällen von Gefahr im Verzug erfolgten (Art. 8 FFEG). Der Kommissionspräsident hat diesen Sachverhalt bestätigt und erklärt, dass einweisende Ärzte ihre Einweisungsentscheide in der Regel zu zweit unterzeichnen. Die Kammer hat darauf hingewiesen, dass ihrer Meinung nach in einem Teil der Fälle das dringliche Verfahren im Sinn von Art. 8 FFEG nicht gerechtfertigt ist; dies gilt insbesondere bei Senilität oder Alzheimer, bei denen das ordentliche Einweisungsverfahren gemäss Art. 7 FFEG Anwendung finden sollte.

Die Kammer hat ebenfalls festgestellt, dass in mehreren Fällen, in denen die fürsorgerische Freiheitsentziehung von einem Arzt angeordnet wurde, die Akten kein kurzes ärztliches Zeugnis enthalten oder dieses, sofern es vorliegt, äusserst knapp gehalten ist. Die Kammer hat den Kommissionspräsidenten gebeten, diese Entscheide zu überprüfen und die Einweisungsbehörde auf die einschlägigen gesetzlichen Vorschriften hinzuweisen.

Der Vormundschaftskammer wurde mitgeteilt, dass die Direktion des Spitals Marsens Personen entlassen hat, ohne die Akten der Einweisungsbehörde zu übermitteln (Art. 10 FFEG) oder, in dringlichen Fällen, ohne die Einweisungsbehörde angehört zu haben (Art. 10 in fine FFEG). Der Kommissionspräsident hat das Spital darauf hingewiesen, dass es für die Entlassung der eingewiesenen Personen nicht zuständig ist.

b) Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2008 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

A. Erwachsene		01.01. - 31.12.2008		
		Frauen	Männer	Total
Entmündigung	art. 369	12	11	23
Entmündigung	art. 370	4	7	11
Entmündigung	art. 371	0	0	0
Entmündigung	art. 372	15	33	48
davon Unterstellung unter elterliche Sorge (entsprechende Entmündigungen werden unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	art. 385 ³	5	10	15

Beistandschaft	art. 392	13	26	39
Beistandschaft	art. 393	14	11	25
Beistandschaft	art. 392/393	11	15	26
Beistandschaft	art. 394	157	156	313
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	art. 395	10	9	19
B. Kinder		01.01. - 31.12.2008		
		Frauen	Männer	Total
geeignete Massnahmen	art. 307	26	26	52
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 und 310)	art. 308	126	129	255
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	art. 309	23	23	46
Aufhebung der elterlichen Obhut (mit oder ohne 308)	art. 310	21	16	37
Entziehung der elterlichen Sorge (mit oder ohne 308)	art. 311/312	2	5	7
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	art. 318 ³	21	30	51
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	0	0	0
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	1	0	1
Vormundschaft für Unmündige	art. 368	11	12	23
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	art. 392	54	50	104
Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146/147	3	0	3
Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden	art. 298a art. 134 ³	96	108	204*

* Gegenüber den Vorjahren ist eine überaus starke Zunahme zu verzeichnen (2006: 85; 2007: 72)

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2008 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind.

A. Erwachsene		01.01. - 31.12.2008		
		Frauen	Männer	Total
Entmündigung	art. 369	244	320	564
Entmündigung	art. 370	33	83	116
Entmündigung	art. 371	0	2	2
Entmündigung	art. 372	348	487	835
davon Unterstellung unter elterliche Sorge (entsprechende Entmündigungen werden unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	art. 385 ³	132	142	274

Beistandschaft	art. 392	48	35	83
Beistandschaft	art. 393	112	96	208
Beistandschaft	art. 392/393	26	26	52
Beistandschaft	art. 394	852	880	1732
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	art. 395	187	283	470
B. Kinder		01.01. - 31.12.2008		
		Frauen	Männer	Total
Geeignete Massnahmen	art. 307	76	96	172
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 und 310)	art. 308	513	607	1120
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	art. 309	53	46	99
Aufhebung der elterlichen Obhut (mit oder ohne 308)	art. 310	27	34	61
Entziehung der elterlichen Sorge (mit oder ohne 308)	art. 311/312	10	11	21
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	art. 318 ³	3	7	10
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	3	5	8
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	8	11	19
Vormundschaft für Unmündige	art. 368	68	97	165
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	art. 392	65	74	139
Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146/147	5	3	8

Ende 2008 hat Pierre-André Tissot, Friedensrichter des Saanebezirks, den Vorsitz der Konferenz der Friedensgerichte des Kantons an die Friedensrichterin des Seebezirks, Claudine Lerf-Vonlanthen, übergeben. Die Konferenz wurde im Jahr 2001 ins Leben gerufen. Sie hatte zum Ziel, eine verbesserte Koordination zu gewährleisten, die Praxis zu vereinheitlichen, Ansprechpartner für die übrigen Behörden zu sein, Erfahrungen auszutauschen sowie Weiterbildung anzubieten (vgl. Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts im Jahr 2001, S. 36). Pierre-André Tissot hat die Konferenz während acht Jahren präsidiert, das heisst seit deren Gründung. Es sei ihm an dieser Stelle für sein grosses Engagement und seine exemplarische Hingabe ein herzlicher Dank ausgesprochen.

1.2.2 I. Zivilappellationshof

Das Jahr 2008 war für den I. Zivilappellationshof geprägt vom Weggang seines Präsidenten, Kantonsrichter Pierre Kaeser, der den Hof über viele Jahre hinweg präsidiert hatte, sowie von der anschliessenden Vakanz. Um zu vermeiden, dass der Geschäftsgang und damit letztlich die Rechtssuchenden unter dieser Vakanz zu leiden hatten, haben die Mitglieder des Hofes, unterstützt von den übrigen Richtern und den Gerichtsschreibern, zusätzliche Arbeit geleistet. Der statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft; eine gewisse Priorität wurde dabei zwangsläufig den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumt, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren. Dies hatte sowohl in diesem als auch in anderen Rechtsgebieten zur Folge, dass die Behandlung umfangreicher Angelegenheiten vertagt werden musste.

1.2.3 II. Zivilappellationshof

Für die Tätigkeit des II. Zivilappellationshofs sei auf den statistischen Teil verwiesen. Dass – an sich gerechtfertigterweise – jenen Angelegenheiten der Vorrang eingeräumt wurde, welche die Rechtsuchenden in deren täglichen Leben direkt betreffen (Mietsachen, arbeits- und betriebsrechtliche Streitigkeiten), sowie auch jenen Angelegenheiten, die den Verlauf anderer Verfahren direkt beeinflussen (unentgeltliche Rechtspflege), kann manchmal dazu führen, dass sich die Behandlung anderer, komplexerer Angelegenheiten verzögert, auch wenn in diesen Angelegenheiten die auf dem Spiel stehenden Interessen zum Teil beträchtlich sind und sie oft einen hohen zeitlichen Aufwand erfordern, der idealerweise an einem Stück erbracht werden sollte. Dies betrifft insbesondere immaterialgüterrechtliche Angelegenheiten.

1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Mit Entscheidung vom 15. Juli 2008, veröffentlicht auf der Internetseite des Kantonsgerichts <http://admin.fr.ch/tc/>, hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer nach einem Meinungsaustausch innerhalb der Zivilrechtlichen Abteilung seine bisherige Rechtsprechung zur Verlängerung von Fristen geändert; verlängert der Richter eine Frist, so beginnt die neue Frist am ersten Tag nach Ablauf der alten Frist zu laufen. Dies entspricht der Praxis der Verwaltungsrechtlichen Abteilung sowie der neuen Eidgenössischen Zivilprozessordnung, die voraussichtlich am 1. Januar 2011 in Kraft treten wird.

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat. Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat am 10. Juli 2008 eine Weisung betreffend die Behandlung von Überschüssen, nicht auszahlbaren Dividenden oder Zahlungseingängen nach Einstellung bzw. Abschluss von Konkursverfahren erlassen, veröffentlicht auf der Internetseite der Judikative (<http://admin.fr.ch/pj>).

Zehn Kandidaten haben den zweijährigen Weiterbildungskurs für die Mitarbeiter der Betreibungs- und Konkursämter der Kantone Freiburg und Neuenburg erfolgreich abgeschlossen und konnten am 12. Dezember 2008 in Anwesenheit des Sicherheits- und Justizdirektors ihr Diplom in Empfang nehmen.

1.2.5 Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.6 Vormundschaftskammer

In ihrem Urteil vom 17. Januar 2008, veröffentlicht in FZR 2008 S. 73, hat die Vormundschaftskammer eine Lücke im Gesetz über die Organisation des Vormundschaftswesens (Art. 17) gefüllt, indem sie sich für zuständig erklärt hat, eine Angelegenheit im Fall des Ausstands eines Friedensgerichts einem anderen Friedensgericht zu überweisen. Der Gesetzgeber hat es unterlassen, diese Gesetzesbestimmung an die Reduktion der Anzahl Friedensgerichtskreise anzupassen, welche fortan mit den Gerichtsbezirken identisch sind.

1.2.7 Strafappellationshof

Der Strafappellationshof hatte im Jahr 2008 eine grosse Arbeitslast zu bewältigen, welche insbesondere auf die Komplexität und Bedeutung bestimmter Angelegenheiten zurückzuführen ist. Um seine Urteile auch weiterhin innert nützlicher Frist fällen zu können, hat der Hof auf die fallweise Unterstützung zweier Ersatzrichter, Rechtsanwältin Francine Defferrard und Rechtsanwalt Tarkan Göksu, zählen können, welche verschiedentlich als Bericht erstattende Richter gewirkt haben. Deren Hilfe ändert indes nichts am Problem, dass die am Strafappellationshof tätigen Richter über zu wenig Gerichtsschreiber verfügen. Denn das Gesetz verlangt, dass letztere an den zahlreichen Verhandlungen des Hofes (etwa 30 im Jahr 2008) anwesend sind, wodurch sie für die Urteilsredaktion

nur eingeschränkt verfügbar sind. Der dem Kantonsgericht vom Amt für Justiz gewährte ausserordentliche Kredit für die Einstellung eines Gerichtsschreibers in Teilzeitanstellung während sechs Monaten im Jahr 2009 wird zwar erlauben, die Arbeitskraft der Gerichtsschreiber an den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen vorübergehend zu verstärken, ist indessen nicht geeignet, den Bedürfnissen des Strafappellationshofs langfristig in befriedigender Weise Rechnung zu tragen.

1.2.8 Strafkammer

Die Anzahl der bei der Strafkammer einregistrierten Angelegenheiten, ausgenommen die Visa für die Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft, ist im Jahr 2008 praktisch unverändert geblieben (2008: 214; 2007: 225). Die Abwesenheit eines Mitglieds der Kammer während vier Monaten hat sich negativ auf die Anzahl der abgeurteilten Angelegenheiten ausgewirkt (2008: 198; 2007: 254).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit des Präsidenten der Strafkammer fallenden Angelegenheiten hat sich insbesondere aufgrund der von den Untersuchungsrichtern angeordneten und vom Präsidenten der Strafkammer zu genehmigenden Überwachungsmaßnahmen erhöht (2008: 545; 2007: 509). In einem schweren Fall von Widerhandlungen gegen das Betäubungsmittelgesetz wurden 51 Telefonüberwachungen angeordnet, davon 28 Direktschaltungen und 23 rückwirkende Kontrollen.

1.2.9 I. Verwaltungsgerichtshof

Im I. Verwaltungsgerichtshof hat sich die Tendenz zur Zunahme der Anzahl Angelegenheiten bestätigt. Bis zum Jahr 2003 belief sich die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten auf ungefähr 105/117. Ab 2004 ist eine starke Zunahme zu verzeichnen: 132 im Jahr 2004, 175 im Jahr 2005, 150 im Jahr 2006, 185 im Jahr 2007 und 204 im Jahr 2008. Die im vergangenen Jahr erneute Zunahme der Anzahl Angelegenheiten ist vor dem Hintergrund dieser Zahlen zu würdigen. Parallel dazu ist die Anzahl der Zwangsmassnahmen, die in der Vergangenheit im Durchschnitt jährlich bei ca. 50 lag, in den Jahren 2007 und 2008 auf 101 angestiegen. Die Zunahme der Anzahl Angelegenheiten führt nicht nur dazu, dass mehr Entscheide geprüft, abgefasst und getroffen werden müssen, sondern auch dazu, dass vor der Urteilsfällung insbesondere immer mehr Untersuchungshandlungen vorzunehmen sind (Briefwechsel, Telefonate, Nachforschungen usw.). Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass mehrere der am I. Verwaltungsgerichtshof tätigen Richter auch ordentliche Mitglieder des III. Verwaltungsgerichtshofs sind, bei dem ebenfalls eine Zunahme der neu eingetragenen Angelegenheiten um 51 zu verzeichnen ist.

II. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2008 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

III. Verwaltungsgerichtshof

Beim III. Hof ist für das Jahr 2008 eine Zunahme der neu eingetragenen Angelegenheiten zu verzeichnen (51, das heisst 24,5%).

1.2.12 Steuergerichtshof

Die Anzahl der neu eingereichten Beschwerden ist nur in unbedeutendem Masse angestiegen; die Arbeitslast scheint sich also auf einem im Verhältnis zu früheren Jahren tieferen Stand zu stabilisieren. Unter diesen Umständen konnte der Steuergerichtshof erneut (wie bereits im Jahre 2003) einen halben Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Posten an den Sozialversicherungsgerichtshof abtreten, sodass er nur noch auf die Dienste einer einzigen Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin zählen kann. Demzufolge nimmt der Präsident des Steuergerichtshofs nebst allen deutschsprachigen Fällen noch vermehrt auch in französischsprachigen Fällen die Rolle des Berichterstatters wahr. Zudem hat er im Frühjahr vorübergehend auch als stellvertretender Einzelrichter am Sozialversicherungsgerichtshof mitgewirkt.

Fragen der Familienbesteuerung sowie der Abgrenzung von Ausbildungs- und Weiterbildungskosten bildeten zwei Schwerpunkte der angehobenen Beschwerdeverfahren. Insgesamt hatte sich der Steuergerichtshof jedoch mit sehr vielfältigen Fragen zu befassen. Ein Teilüberblick ergibt sich aus den Urteilsveröffentlichungen auf der Internetsite des Kantonsgerichts sowie in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung.

1.2.13 Sozialversicherungsgerichtshof

Aus den Gründen, die bereits in den letzten beiden Berichten für die Jahre 2006 und 2007 erwähnt wurden und auf die verwiesen wird, ist beim Hof seit dem 2006 erfolgten Inkrafttreten des 1. Teils der 5. IV-Revision eine starke Zunahme der dieses Rechtsgebiet betreffenden Streitigkeiten zu verzeichnen. Die Anzahl dieser Angelegenheiten ist deutlich höher als jene sämtlicher anderen Angelegenheiten, insbesondere jener in den Bereichen der Arbeitslosenversicherung oder der Unfallversicherung. Diese Zunahme hat gleichzeitig zu einer Zunahme der vom Hof zu bewältigenden Arbeitslast geführt.

Trotzdem hat der Hof die Erledigungsquote im Vergleich zum Vorjahr deutlich verbessert. Diese Verbesserung ist noch ungenügend, und der Hof benötigt dringend zusätzliche Arbeitskräfte. Es wurden deshalb für das Jahr 2009 dringliche Massnahmen gefordert und auch gewährt.

1.3. Personal

Herr Kantonsrichter Pierre Kaeser ist per 30. April 2008 in den Ruhestand getreten. Der an Lebens- und Amtsjahren älteste Kantonsrichter wurde 1943 geboren. Nachdem er am Kollegium St. Michael die Matura und an der Universität Freiburg das Lizentiat der Rechte erworben hatte, absolvierte er in der Kanzlei von Rechtsanwalt Monferini ein Anwaltspraktikum und erlangte am 8. September 1971 das Anwaltspatent. Pierre Kaeser war während 12 Jahren als Anwalt tätig, wurde 1980 – als jüngster in der Schweiz – zum Präsidenten des Freiburger Anwaltsverbandes und in der Folge am 16. November 1983 zum Kantonsrichter gewählt. Er hat dieses Amt am 1. Januar 1984 angetreten. Als vielseitig gebildeter Jurist, der stets dem korrekten Gebrauch der Sprache verpflichtet war, als erfahrener Anwalt, der von seinen Anwaltskollegen zu deren Präsidenten gewählt wurde, hat sich Pierre Kaeser durch eine grosse Lust am Debattieren, wenn nicht sogar durch Widerspruchsgeist ausgezeichnet. Das Kantonsgericht wird ihn als einen Menschen in Erinnerung behalten, der tiefes juristisches Fachwissen mit einem tiefen Sinn für das Menschliche zu verbinden wusste. Wir wünschen ihm einen glücklichen und friedlichen Ruhestand.

An seiner Stelle hat der Grosse Rat am 8. Mai 2008 Françoise Bastons Bulletti, Rechtsanwältin, Präsidentin des Bezirksgerichts der Saane, zur neuen Kantonsrichterin gewählt.

Rechtsanwältin Séverine Monferini Nuoffer ist für unbestimmte Dauer zur Ersatzrichterin am Kantonsgericht gewählt worden.

In seiner Sitzung vom 4. Dezember 2008 hat der Grosse Rat zudem Roland Henninger per 1. Januar 2009 als Richter am Kantonsgericht wiedergewählt.

Armand Bloch hatte zu Beginn des Jahres 2008 mit schweren gesundheitlichen Problemen zu kämpfen, die einen mehrwöchigen Spitalaufenthalt notwendig machten. Er war während drei Monaten abwesend. Seiner Abwesenheit wurde mittels interner Massnahmen begegnet: Rechtsanwalt Bruno Kaufmann, Beisitzer und Vizepräsident des Sozialversicherungsgerichtshofs, hat den Vorsitz dieses Hofes übernommen; Hugo Casanova hat zudem bestimmte Angelegenheiten weiter betreut und Anne-Sophie Peyraud, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof, hat sich interimistisch der administrativen Aufgaben des Präsidenten angenommen.

1.4 Weitere Tätigkeiten

Am 7. November 2008 wurde die Internetsite des Kantonsgerichts, Zivil-, Straf- und Verwaltungsrechtliche Abteilung, aufgeschaltet. Sie ersetzt die Internetsites der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilung des ehemaligen Kantonsgerichts sowie der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts.

Die Site ermöglicht nach wie vor den Zugang zu Urteilen, die für die Öffentlichkeit und andere Behörden von Interesse sein könnten, sowie zu den Reglementen und Rundschreiben des Kantonsgerichts und seiner Höfe und zum jährlichen Rechenschaftsbericht über die Tätigkeit der kantonalen Gerichtsbehörden. Neu ist die systematischere Online-Auflistung der öffentlichen Verhandlungen der Höfe.

Ihre vollständigen Adressen lauten wie folgt:

FR = <http://admin.fr.ch/tc/fr/pub/index.cfm>

DE = <http://admin.fr.ch/tc/de/pub/index.cfm>

Sie sind auch mittels der folgenden Adressen zugänglich:

FR = <http://admin.fr.ch/tc/>

DE= <http://admin.fr.ch/kg/>

Am 1. September 2008 traf das Kantonsgericht den Justizrat. Am 14. November 2008 traf es zudem den Freiburger Anwaltsverband zwecks Meinungsaustauschs zu verschiedenen Fragen.

Am 14. Mai 2008 haben die Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen des Kantonsgerichts ihren Tätigkeitsbericht an einer Pressekonferenz vorgestellt. Bei dieser Gelegenheiten haben die Mediatoren Sandra Dietsche und Gérard Demierre das Büro für Mediation in Jugendstrafsachen vorgestellt.

Im Rahmen der Austausch, die die Verwaltungsrechtliche Abteilung mit der Juristischen Fakultät der Universität Freiburg pflegt, haben die Richter und die Gerichtsschreiber-Berichterstatter mit Prof. Jean-Baptiste Zufferey ein Intensivseminar organisiert, das am 9. April in den Räumlichkeiten der Abteilung stattfand.

Die Verwaltungskommission des Kantonsgerichts sowie das Kantonsgericht sind zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich deren Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

2. Die Staatsanwaltschaft

Bis zur Einführung der neuen Kantonsverfassung war die Staatsanwaltschaft je nach Aufgabe, die ihre Mitglieder gerade zu erfüllen hatten, der Aufsicht des Staatsrates oder des Kantonsgerichts unterstellt. Nun hat die Staatsanwaltschaft erstmals ihren Bericht dem Justizrat und der Oberaufsicht des Grossen Rates unterbreitet.

In ihrem Bericht hebt die Staatsanwaltschaft eine bedeutende Zunahme der Fälle hervor, in denen sie vor erstinstanzlichen Gerichten erschienen ist, d.h. 58 Verhandlungen mehr als im Jahr 2007. Diese Zunahme ist auf Urteile zurückzuführen, die in umfangreichen Fällen gefällt wurden: Appel au Peuple, Fall Schmittin sowie solche mit mehreren Beschuldigten.

Die Staatsanwaltschaft weist auf eine besorgniserregende Zunahme der mit Messern oder anderen gefährlichen Gegenständen verübten Gewalt hin. Gleiches gilt für Fälle der Gewalt bei sexuellen Übergriffen auf Minderjährige oder Behinderte, welche die Staatsanwaltschaft in zunehmendem Masse beschäftigen.

Zwei Substituten sind zurückgetreten: Herr Arthur Lehmann wurde zum Vizepräsidenten der Jugendstrafkammer gewählt und Herr Patrick Rohner ist zum Bundesamt für Justiz gewechselt. Sie wurden durch Frau Andrea Minka II-Wiederkehr bzw. Frau Sandrine Schaller Walker ersetzt. Frau Sandrine Schaller Walker selber wurde während ihres Schwangerschaftsurlaubs durch Herrn Benoît Ducry vertreten.

3. Die Bezirksgerichte

3.1 Allgemeines

Die Zahl der bei den Gerichten einregistrierten Zivilsachen hat im Vergleich zu den vergangenen zwei Jahren zugenommen (2008: 812; 2007: 733; 2006: 767), während jene der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Zivilgerichte fallenden abgenommen hat (2008: 8653; 2007: 9002; 2006: 7888). Die seit 1998 konstante Zunahme der Eheschutzmassnahmen hat sich stabilisiert (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264; 2007: 384; 2008: 380).

Bei der Zahl der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten ist eine Zunahme zu verzeichnen (2008: 220; 2007: 185; 2006: 232), während die in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden nach wie vor zurückgehen (2008: 840; 2007: 1031; 2006: 1154).

3.2 Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	3	41	63	61	32	6	206
Polizeirichter	67	175	253	224	47	6	772

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	27	113	62	88	87	46	423
Klagen aus Vertrag	3	18	17	38	25	15	116

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	6	49	347	138	25	5	570
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	41	187	116	42	12	4	402
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 139 GOG)	21	110	74	32	11	5	253
Rechtsöffnung	520	2727	33	12	1	0	3293

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	27	101	26	32	5	2	193
Kammer	10	82	47	38	26	14	217

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	102	207	30	15	5	0	359

Kammer	4	12	4	10	7	4	41
--------	---	----	---	----	---	---	-----------

Aus der Tabelle ist insbesondere ersichtlich, dass 93% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 82% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Einregistrierung abgeurteilt worden sind (2007: 93% und 80%; 2006: 95% und 85%; 2005: 95% und 83%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 69% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 96 % der Eheschutzmassnahmen und 94% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2007: 71%, 95% und 95%; 2006: 72 %, 95% und 92%; 2005: 68%, 94% und 97%).

3.3 Bezirksgericht Saane

In ihren Berichten heben die Präsidenten des Strafgerichts hervor, dass die Arbeitslast im vergangenen Jahr nicht abgenommen hat und diese einen Arbeitsaufwand von einem Jahr darstellt. Diese Arbeitslast wird zunehmen, zumal der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts aufgrund der zahlreichen Fälle, welche das Wirtschaftsstrafgericht in den kommenden Jahren beschäftigen werden, künftig nicht mehr ein Drittel der ordentlichen Fälle übernehmen kann. Ohne Verstärkung durch einen Richter ad hoc sowie zusätzliches Personal kann sich die Situation nur noch verschlechtern.

Der Justizrat hat für drei Monate Herrn Frédéric Chassot, Gerichtsschreiber, zum Präsidenten ad hoc ernannt, damit der Gerichtspräsident, Herr Jean-Marc Sallin, den Fall Appel au peuple vorbereiten und aburteilen konnte. Herr Frédéric Chassot hat seine Arbeit zur vollsten Zufriedenheit des Gerichts erledigt.

In Zivilsachen ist die Situation stabil. Es gilt jedoch, die Entwicklung der Streitigkeiten der Gewerbe- und Mietgerichtsbarkeit besonders aufmerksam zu verfolgen, da für diese in diesem Jahr eine deutliche Zunahme zu verzeichnen ist. Die im Jahr 2008 gewährte Unterstützung in Form eines 100%-Gewerbegerichtsschreibers wurde für das Jahr 2009 verlängert.

3.4 Bezirksgericht Sense

Im Jahr 2008 hat das Bezirksgericht Sense insgesamt 1'075 (2007: 1'070) Fälle erledigt, Fälle fürsorglicher Freiheitsentziehung nicht eingerechnet. Weil sich Herr Gerichtspräsident Peter Rentsch zu 40% bis 50% seines Pensums mit den deutschsprachigen Fällen des Bezirksgerichts Saane beschäftigt, stellen die Gerichtspräsidenten des Sensebezirks fest, dass es ihnen die Arbeitslast nicht erlaubt, die Angelegenheiten ohne Verzögerungen und mit der gewünschten Sorgfalt zu erledigen. Der gegenwärtige Stellenumfang von 160% müsste auf 200% erhöht werden.

3.5 Bezirksgericht Greyerz

Der Gerichtspräsident, Herr Louis Sansonnens, ist nach zweiundzwanzig Jahren Richtertätigkeit zurückgetreten. Der Rat bringt diesem Magistraten gegenüber, der sein Amt gewissenhaft und mit Hingabe ausgeübt hat, seine Anerkennung zum Ausdruck. Er spricht ihm seine besten Wünsche für den weiteren Verlauf seiner Karriere als Präsident der Schlichtungskommission betreffend Missbräuche im Mietwesen für die südlichen Bezirke des Kantons aus.

Die Präsidentin, Frau Claudia Dey Gremaud, wurde durch den Grossen Rat in eine 100%-Anstellung gewählt. Eine neue Stelle als Präsidentin zu 50% wird seit dem 1. Juni 2008 durch Frau Frédérique Bütikofer Repond besetzt. Aufgrund dieser Änderungen haben die Präsidentinnen die Aufteilung der Angelegenheiten neu organisiert: Frau Bütikofer Repond ist für die Straffälle zuständig, Frau Dey Gremaud für die Zivilfälle. Herr Philippe Vallet behandelt nach wie vor Fälle aus beiden Rechtsgebieten.

Das Gericht verfügt zudem seit dem 1. Januar 2009 über einen zusätzlichen Gerichtsschreiber zu 50%.

3.6 Bezirksgericht See

Die Arbeitslast ist auf demselben Stand wie im vergangenen Jahr geblieben, d.h. recht hoch. Dank einem hohen Arbeitstempo kann der grösste Teil der in die Zuständigkeit des Präsidenten fallenden Angelegenheiten innert weniger als drei Monaten erledigt werden. Lediglich die schwierigen Fälle dauern mehr als ein Jahr, um abgeurteilt zu werden.

Um den Gerichtspräsidenten, Herrn Markus Ducret, während der Behandlung des Falles Cannabioland zu entlasten, hat der Justizrat den Gerichtsschreiber, Herrn Peter Stoller, für eine Dauer von fünf Monaten, d.h. vom 1. Oktober 2007 bis zum 29. Februar 2008, zum Präsidenten ad hoc ernannt. Herr Peter Stoller hat seine Aufgabe zur Zufriedenheit aller ausgeübt.

3.7 Bezirksgericht Broye

Nach seiner Tätigkeit als Präsident ad hoc zu 50% seit dem 1. Mai 2007 wurde Herr Marc Sugnaux am 3. April 2008 zum Präsidenten des Bezirksgerichts Broye gewählt.

Die Arbeitlast hat weiter zugenommen und ist von 1'052 einregistrierten Angelegenheiten im Jahr 2007 auf 1'079 im Jahr 2008 gestiegen.

4. Das Untersuchungsrichteramt

Im Verlaufe des Jahres 2008 hat das Amt 17'468 (2007: 18'077) Fälle einregistriert. Dies entspricht der Einregistrierung von durchschnittlich 70 (72) Fällen pro Werktag.

Von den vorgenannten 17'468 Dossiers betrafen 9'572 (10'156) bekannte Täter. Diese Zahl entspricht der Behandlung von durchschnittlich 957 (1'041) neuen Dossiers pro Richter und monatlich etwa 79 (86) Dossiers, die auf jeden Richter entfallen. 7'896 (7'921) Dossiers wurden gegen unbekannte Täter eröffnet.

In seinem Bericht hebt der Präsident Folgendes hervor:

- die Zahl der neu erfassten Dossiers ist um 609 Einheiten zurückgegangen (Rückgang von 1'333 Fällen im Jahr 2007);
- die Untersuchungsrichter konnten 9'149 (9'438) Fälle durch Verfügung erledigen;
- sie haben ausserdem 5'840 (6'806) summarisch begründete Nichtweiterverfolgungsverfügungen gegen unbekannte Täter und 2'127 (3'072) Bussenumwandlungsverfügungen erlassen;
- in 66% (72%) der Fälle wurden die Strafverfahren innerhalb von 3 Monaten abgeschlossen; ausserdem konnten 84% (82%) der im Jahr 2008 eröffneten Dossiers im selben Kalenderjahr abgeschlossen werden;
- die Zahl der alten (vor mehr als einem Jahr eröffneten) Dossiers des Amtes beläuft sich auf 167 (130), von denen 70% aus dem Jahr 2007 datieren;
- nur 3 (3) alte Dossiers wurden vor dem 1. Januar 2004 eröffnet;
- die Untersuchungsrichter haben in ihrer Eigenschaft als Vollzugsrichter 90 Verfahren abgeschlossen.

Am 31. Dezember 2008 betrug die Zahl der noch hängigen Fälle insgesamt 3'214 (2'641).

Nachdem das Amt während mehrerer Jahre eine konstante Zunahme der erfassten Fälle verbuchte, verzeichnete es zum zweiten Jahr in Folge eine gegenteilige Tendenz: im Jahr 2007 stellte es einen Rückgang von 1'333 Einheiten fest. Dieser Rückgang betrug im Jahr 2008 609. Ausserdem verzeichnete es - ohne allerdings dafür eine Erklärung zu haben - eine Abnahme der eingehenden Strafklagen und -anzeigen.

Herr André Piller hat das Amt Ende Februar 2008 nach mehr als 30 Jahren Laufbahn verlassen. Der Rat dankt ihm hiermit für seinen unermüdlichen Einsatz im Dienste der Justiz des Kantons Freiburg und für seine ausgezeichnete Arbeit.

Frau Untersuchungsrichterin Christiana Dieu-Bach, die bereits seit Juli 2007 als deutschsprachige Untersuchungsrichterin OHG beim Amt tätig war, sowie Herr Untersuchungsrichter Alexandre Sudan, der bis dahin als Gerichtsschreiber beim Amt fungierte, haben ihre Tätigkeit am 1. Mai 2008 aufgenommen. Beide sind zu einem Arbeitspensum von je 50% und gestützt auf einen befristeten Arbeitsvertrag angestellt.

5. Die Haftrichter

Die beiden Haftrichter, Frau Liliane Hauser und Herr Sébastien Pedroli, gewährleisten den ganzjährigen Pikettdienst, d.h. jeder jeweils zwei Wochen pro Monat. Ihre Aufgabe besteht darin, innert 24 Stunden nach der Verhaftung eines Beschuldigten eine Einvernahme durchzuführen, um die Untersuchungshaft zu genehmigen oder nicht. Sie müssen ebenfalls innert fünf Tagen über Haftentlassungsgesuche entscheiden, die von Untersuchungshäftlingen gestellt werden.

Im Jahr 2008 haben Frau Liliane Hauser insgesamt 100 und Herr Sébastien Pedroli 97 Haftanträge behandelt. Frau Liliane Hauser hat sämtliche Haftanträge gutgeheissen und 15 von 17 Haftentlassungsgesuchen abgewiesen. Herr Sébastien Pedroli hat 73 von 74 Haftanträgen gutgeheissen. Von 23 Haftentlassungsgesuchen hat er eines gutgeheissen.

6. Die Friedensgerichte

Das Wesentliche zur Tätigkeit der Friedensgerichte wird im Bericht des Kantonsgerichts wiedergegeben (siehe Teil II, Ziff. 1.2.1.3).

Es wird ebenfalls auf Teil I, Ziff. 2.2.1 verwiesen.

7. Die Jugendstrafkammer

1939 Fälle wurden einregistriert, was eine leichte Zunahme im Vergleich zum Vorjahr darstellt (+ 63 Fälle), wobei indessen weniger Minderjährige angezeigt wurden (- 35 Minderjährige). Bei den deutschsprachigen Minderjährigen wird ein Rückgang der Anzeigen (- 4,1%) verzeichnet; ein Prozentsatz, der nach mehreren Jahren des Anstiegs wieder unter die Marke von 20% gesunken ist. Ebenso ist die Zahl der Fälle ausserhalb des Kantons deutlich gesunken (- 66 Fälle), während die Fälle in der Stadt Freiburg (+ 44 Fälle), in der Region Saane Land (+ 111 Fälle) und im Greyerzbezirk (+ 44 Fälle) zugenommen haben.

Trotz dieser leichten Zunahme der Fälle, der Wechsel im Personal, der vielen Kurse, Seminare und anderen Symposien, welche die Richter, Gerichtsschreiber und Sozialarbeiter zwecks Weiterbildung besucht haben, um sich im Hinblick auf die Neuheiten des Bundesgesetzes über das Jugendstrafrecht (JStG) zu informieren und die verschiedenen Stellen auszubilden, kam es in den verschiedenen Abteilungen der Kammer zu keinen Verzögerungen.

Der Präsident der Kammer stellt eine Stagnation der Jugendgewalt fest. Rückläufig ist zudem die Zahl der richterlich einvernommenen Minderjährigen (- 72), die am 1. Januar 2008 hängigen Untersuchungen (- 95), die Überweisungen an den Einzelrichter oder die Kammer (- 231) sowie die Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (- 77). Demgegenüber nahmen die vorsorglichen Massnahmen (+ 13), die strafbaren Handlungen gegen das Vermögen (+ 39), die Fälle fahrlässiger Verursachung einer Feuersbrunst (+ 10) und die Widerhandlungen gegen das Betäubungsmittelgesetz (+ 46, davon 21 Verbrechen, 16 Übertretungen und 9 leichte Fälle) zu. Da diese Zahlen von Jahr zu Jahr variieren, bedürfen sie laut dem Präsidenten keines ausführlichen Kommentars.

Der Präsident ist jedoch erstaunt oder vielmehr überrascht festzustellen, dass die Richter im Jahr 2008, also im zweiten Jahr nach dem Inkrafttreten des neuen Jugendstrafgesetzes, weitaus weniger Schutzmassnahmen angeordnet haben als im Jahr 2007 (- 59), mit Ausnahme der Urteile, in denen Schutzmassnahme und Strafe verbunden wurden (+ 4). Letztere Urteile sind jedoch, wie bereits im Jahr 2007, nicht in den Rubriken Schutzmassnahmen und Strafen vermerkt. Hingegen blieb die Zahl der strafrechtlichen Sanktionen (siehe Urteile und Strafbefehle) praktisch unverändert (+ 1), und die Zahl der Umwandlungen nahm zu (+ 36).

Es ist heikel, daraus voreilige Schlüsse zu ziehen. Allerdings dürfte die gute Zusammenarbeit zwischen der Zivil- und der Strafbehörde (gemäss Art. 20 JStG) zum Teil eine Antwort darauf sein. Tatsächlich verzichtet der Jugendrichter fast systematisch darauf, eine Schutzmassnahme zugunsten des straffälligen Minderjährigen auszusprechen, wenn das Friedensgericht diese schon auf zivilrechtlicher Ebene angeordnet hat. Es ist erfreulich festzustellen, dass die heute hauptberuflichen Friedensrichter regelmässig Massnahmen zugunsten der gefährdeten Minderjährigen anordnen.

Ausserdem versuchen die Freiburger Richter, eine Unzulänglichkeit des neuen Gesetzes zu beseitigen; dieses verlangt, dass dem Minderjährigen bei jeder Verurteilung, die unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs erfolgt, eine Begleitung bestimmt wird, d.h. unabhängig davon, ob es sich dabei um einen Verweis, eine persönliche Arbeitsleistung, eine Busse oder einen Freiheitsentzug handelt (Art. 29 Abs. 3 JStG). In der Tat ist es zweckwidrig, ja gar absurd, einem Minderjährigen, der wegen eines leichten und als Jugendsünde zu betrachtenden Falls z.B. zu einer bedingten Busse von Fr. 100.-- mit einer Probezeit von sechs Monaten verurteilt wird, eine Begleitung zu bestimmen, wenn im Urteil festgestellt wird, dass sein Verhalten positiv ist, seine Familie ihm Rückhalt gibt und daher keine jugendstrafrechtlichen Massnahmen notwendig erscheinen!

Das Büro für Mediation in Jugendstrafsachen hat 84 Fälle betreffend 145 Minderjährige behandelt, d.h. 15 Fälle und 16 Minderjährige weniger als im Vorjahr. Erfreulich ist, dass die Zahl der Mediationsverfahren, die in eine Vereinbarung gemündet haben, hoch geblieben ist und die Teilnehmer im Allgemeinen zufrieden sind.

Der Präsident der Kammer hebt die Wichtigkeit der Überwachung beim Vollzug der Strafen und Massnahmen hervor. Gewisse Fälle verlangen im Rahmen des Vollzugs bis zu zehn Verhandlungen und einen wöchentlichen Briefwechsel. Um diese verschiedenen Aufgaben transparenter zu machen, ist vorgesehen, ab dem 1. Januar 2009 intern eine Rubrik „Vollzug von Massnahmen und Strafen“ zu eröffnen.

8. Kommissionen und andere Behörden

Es wird auf den Teil III „Statistiken“, Ziff. 7 ff. verwiesen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, 16. März 2009

Die juristische Sekretärin:

Die Präsidentin:

Christine KELLER

Antoinette DE WECK

III. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

1. TRIBUNAL CANTONAL / KANTONSGERICHT

1.1 SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Récusation / <i>Ausstand</i>	10	17
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	199	188
Total	209	205

I^{ère} COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	61	55
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	114	115
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	113	109
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	62	61

Dans les tableaux suivants, les chiffres 2007 ne concernent que les recours.
In den folgenden Tabellen betreffen die Zahlen 2007 nur die Berufungen.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	11	9
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	20	19
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	/
Rejetés / <i>Abweisung</i>	41	32
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16	12
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	10
Transaction / <i>Vergleich</i>	4	5
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2

Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	1	/
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	2	/
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	4	/
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	/
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	/
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	/
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	/
Changement / <i>Wechsel</i>	1	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
Total	113	89

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2008	2007
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	60	45
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	24	26
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	2
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	0	2
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	28
Litige avocat/client (art. 26 Lav) / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient (Art. 26 AnwG)</i>	1	/
Requête de sûretés / <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	2	/
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	/
Mesures provisionnelles et leur modification <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	7	/
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	/
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	2	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	9
Total	113	89

Provenance / Herkunft		
	2008	2007
Sarine / Saane	45	34
Singine / Sense	8	6
Gruyère / Greyerz	15	15
Lac / See	14	6
Glâne / Glane	7	10
Broye / Broye	14	12
Veveyse / Vivisbach	7	6
Autres / Andere	3	/
Total	113	89

II^{ème} COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	47	62
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	155	153
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	159	168
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	43	47

Dans les tableaux suivants, les chiffres 2007 ne concernent que les recours.
In den folgenden Tabellen betreffen die Zahlen 2007 nur die Berufungen.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	34	39
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	10
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	67	71
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	28	34
Retirés / <i>Rückzug</i>	5	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	/
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	2	/
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	5	0
Total	159	159

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Berufung)</i>	28	30
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	/
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	20	21
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	12	10

Droit de la poursuite pour dettes et la faillite <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	74	95
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	23	37
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	41	51
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	/
Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>	3	/
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	1	/
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	/
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	9	3
Total	159	159

Provenance / Herkunft		
	2008	2007
Sarine / <i>Saane</i>	57	80
Singine / <i>Sense</i>	8	9
Gruyère / <i>Greyerz</i>	26	18
Lac / <i>See</i>	31	23
Glâne / <i>Glane</i>	8	12
Broye / <i>Broye</i>	11	11
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	14	6
Autres / <i>Andere</i>	4	/
Total	159	159

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	12	17
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	236	100
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	230	105
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	18	12

En 2007, les statistiques ne tenaient pas compte des prolongations de délai de liquidation de la faillite (art. 270 al. 2 LP).

Für 2007 waren in den Statistiken die Fristverlängerungen zur Durchführung des Konkursverfahrens nicht berücksichtigt (Art 270 Abs. 2 SchKG).

Dans les tableaux suivants, les chiffres 2007 ne concernent que les plaintes.
In den folgenden Tabellen betreffen die Zahlen 2007 nur die Beschwerden.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	148	13
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	5
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	/
Rejet / <i>Abweisung</i>	48	33
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	15
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	10	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	4	12
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	/
Total	230	90

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	76	90
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	5	/
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	/
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	/
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	128	/
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	1	/
Récusation / <i>Ausstand</i>	6	/
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	/
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	/
Total	230	90

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2008	2007
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	135	26
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	43	26
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	22	21
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	30	17
Total	230	90

Provenance / Herkunft		
	2008	2007
Sarine / <i>Saane</i>	49	50
Singine / <i>Sense</i>	13	13
Gruyère / <i>Greyerz</i>	3	6
Lac / <i>See</i>	8	7
Glâne / <i>Glane</i>	2	3
Broye / <i>Broye</i>	2	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6	0
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	140	7
Autres / <i>Andere</i>	7	/
Total	230	90

COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	22	42
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	23	43
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	5	6

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens (litiges de partie à partie : recours contre des ordonnances présidentielles) <i>Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und –auslagen (Streitigkeiten unter den Parteien : Rekurse gegen Präsidialverfügungen)</i>		
<i>Admis partiellement / Teilweise Gutheissung</i>	7	3
<i>Rejetés / Abweisung</i>	3	2
<i>Retiré / Rückzug</i>	1	1
<i>Irrecevables / Nichteintreten</i>	2	9
Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le Juge et recours). <i>Art. 26 Abs. 3 und 28 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden).</i>		
<i>Admis / Gutheissung</i>	1	0
<i>Admis partiellement / Teilweise Gutheissung</i>	3	1
<i>Irrecevables / Nichteintreten</i>	1	2
Art. 31bis de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (contestations notaire - client). <i>Art. 31bis des Gesetzes vom 20. September 1967 über das Notariat (Streitigkeiten Notar – Klient).</i>		
<i>Admis / Gutheissung</i>	0	2
<i>Rejetés / Abweisung</i>	0	1
Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles). <i>Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen).</i>		
<i>Admis / Gutheissung</i>	0	4
<i>Admis partiellement / Teilweise Gutheissung</i>	2	1

Rejetés / Abweisung	2	4
Retiré / Rückzug	0	3
Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles). Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen).		
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Rejetés / Abweisung	0	1
Retiré / Rückzug	0	4
Art. 238 al. 2 du code de procédure pénale (recours contre décisions sur réclamation en matière pénale). Art. 238 Abs. 2 der Strafprozessordnung (Beschwerde gegen Einspracheentscheide in Strafsachen).		
Admis / Gutheissung	0	2
Irrecevable / Nichteintreten	1	1
Rejeté / Abweisung	0	1
Total	23	43

CHAMBRE DES TUTELLES / VORMUNDSCHAFTSKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	1
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	20	27
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	25	20
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	7

Dans les tableaux suivants, les chiffres 2007 ne concernent que les recours.
In den folgenden Tabellen betreffen die Zahlen 2007 nur die Beschwerden.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	10	2
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	7
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	/
Total	25	12

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Recours / <i>Beschwerde</i>	13	12
Transfert des mesures tutélaires / <i>Übertragung von vormundschaftlichen Massnahmen</i>	6	/
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	/
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	2	/
Total	25	12

1.2. SECTION PÉNALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Récusation / <i>Ausstand</i>	11	17

COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	61	52
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	100	104
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	95	88
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	66	61

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	14
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	30	23
Rejetés / <i>Abweisung</i>	41	36
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	4
Total	95	88

Dans les tableaux suivants, les chiffres 2007 ne concernent que les appels.
In den folgenden Tabellen betreffen die Zahlen 2007 nur die Berufungen.

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Recours / <i>Berufungen</i>	89	88
Décisions postérieures au Jugement / <i>Nachträgliche Anordnungen</i>	3	/
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	/
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	1	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	/
Total	95	88

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2008	2007
Sarine / <i>Saane</i>	33	24
Singine / <i>Sense</i>	6	4
Gruyère / <i>Greyerz</i>	6	3
Lac / <i>See</i>	1	4
Glâne / <i>Glane</i>	3	2
Broye / <i>Broye</i>	5	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	2
Total	54	41

Juge de police / Polizeirichter		
	2008	2007
Sarine / <i>Saane</i>	20	23
Singine / <i>Sense</i>	3	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	6	9
Lac / <i>See</i>	2	1
Glâne / <i>Glane</i>	2	2
Broye / <i>Broye</i>	2	5
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	1
Total	36	43

Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter		
	2008	2007
	1	4

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2008	2007
	0	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2008	2007
	1	/

Autres / Andere		
	2008	2007
	3	/

CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	53	87
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	586	631
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	568	665
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	71	53

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum für die Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	370	411
Recours / <i>Beschwerden</i>	132	169
Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	6	5
Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche (242 CPP/StPO)</i>	38	59
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	2	7
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	/
Divers / <i>Verschiedenes</i>	19	14
Total	568	665

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	25	44
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	19	46
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	16	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	90	102
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	26	32
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	8
Transaction / <i>Vergleich</i>	/	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Visa / <i>Visum</i>	370	411
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0

Non-lieu / <i>Einstellung</i>	2	8
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	4
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	11	5
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	3
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Total	568	665

L'art. 242 CPP confère le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire ou par un autre acte de procédure. Sur les 38 affaires liquidées, 19 ont donné lieu à l'allocation d'une indemnité. Les indemnités accordées se sont élevées à 202'760.15 francs, alors que les montants requis étaient de 509'372.10 francs.

Art. 242 StPO gibt denjenigen Personen einen Anspruch auf eine Entschädigung durch den Staat, welche durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum oder eine andere Prozesshandlung einen Schaden erlitten haben. In 19 der 38 erledigten Angelegenheiten wurde eine Entschädigung zugesprochen. Die Summe der zugesprochenen Entschädigungen belief sich auf Fr. 202'760.15 und jene der beantragten Entschädigungen auf Fr. 509'372.10.

PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	1	6
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	545	509
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	541	514
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	5	1

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2008	2007
For / <i>Gerichtsstand</i>	4	0
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	3	0
Effet suspensif / <i>Aufschiebende Wirkung</i>	11	4
Levée de scellés / <i>Entsiegelung</i>	0	2
Défense d'office / <i>Amtliche Verteidigung</i>	332	355
au prévenu / <i>Beschuldigter</i>	290	317
au lésé / <i>Geschädigter</i>	42	38
Mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Massnahmen zur Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	188	139
Consultation dossiers / <i>Akteneinsicht (71 CPP/StPO)</i>	0	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	11
Total	541	514

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2008	2007
Admis / <i>Gutheissung</i>	196	145
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	45	43
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1

Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	261	263
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Changement de défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	18	31
Décharge de la défense d'office / <i>Entlastung der amtlichen Verteidigung</i>	7	13
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	6	10
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	3	5
Total	541	514

L'augmentation des affaires est liée à celle des mesures de surveillance. 187 mesures de ce type ont été approuvées; elles tendaient à 324 mises sous surveillance, soit 128 branchements directs et 196 contrôles rétroactifs ponctuels.

Die Zunahme der Anzahl Angelegenheiten ist verbunden mit der Zunahme der Überwachungsmaßnahmen. 187 solche Maßnahmen wurden genehmigt. Sie bezogen sich auf insgesamt 324 Überwachungshandlungen, von denen 128 auf Direktschaltungen und 196 auf rückwirkende Kontrollen entfielen.

1.3 SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

I^{ère} COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	100	87
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	204	185
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	183	166
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	121	100

Modes de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	17	12
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	7
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejet <i>Abweisung</i>	91	93
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	5	21
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit *</i>	21	/
Retrait <i>Rückzug</i>	14	12
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	3	9
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	3
Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i>	7	9
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	3	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt) *</i>	5	/
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt) *</i>	5	/
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt) *</i>	1	/

Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege zurückgezogen (ohne Anwalt)*</i>	0	/
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt) *</i>	4	/
Total	183	167

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008.
Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	44	106	150	84	66
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	1	2	1	1
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	20	9	29	16	13
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	4	5	2	3
Responsabilité <i>Haftung</i>	20	16	36	13	23
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	4	12	16	9	7
Affaires culturelles <i>Kulturangelegenheiten</i>	1	0	1	1	0
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	2	2	2	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	0	4	4	3	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	1	2	2	0
Réclamation contre les frais <i>Einsprache gegen Kosten</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	11	13	11	2
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	8	9	9	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	5	24	29	24	5
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0

Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	2	2	2	0
Total	100	204	304	183	121

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent. On ne constate toutefois pas une augmentation significative dans l'une ou l'autre des matières traitées. La liquidation a également augmenté sans modification toutefois sensible dans les modes de liquidation.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la première Cour compte encore une affaire de 2001, deux affaires de 2005 et six affaires de 2006 portant sur la responsabilité des collectivités publiques et de leurs agents.

Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten hat im Vergleich vom Vorjahr zugenommen. Allerdings ist in keinem der Rechtsgebiete eine signifikante Zunahme zu verzeichnen. Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat ebenfalls zugenommen, ohne dass bei den Erledigungsarten deutliche Änderungen feststellbar wären.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2001, zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2005 und sechs Angelegenheiten aus dem Jahr 2006 hängig, die alle die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger betreffen.

II^{ème} COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	102	95
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	148	122
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	158	114
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	92	102

Mode de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	29	19
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	8
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	6
Rejet <i>Abweisung</i>	50	28
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	6
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit *</i>	13	/
Retrait <i>Rückzug</i>	28	22
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	2	3
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	9
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	13	12
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	6	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt) *</i>	0	/
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt) *</i>	0	/
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt) *</i>	0	/
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege zurückgezogen (ohne Anwalt) *</i>	0	/
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt) *</i>	1	/
Total	158	114

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008 / Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	80	106	186	117	69
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	4	1	5	5	0
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	1	3	4	1	3
Expropriation <i>Enteignung</i>	3	1	4	2	2
Forêts <i>Forstwesen</i>	0	2	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	3	9	12	9	3
Protection incendies et éléments naturels <i>Schutz Feuer- und Elementarschäden</i>	1	0	1	1	0
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	0	2	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Réclamations contre les frais <i>Einsprachen gegen Kosten</i>	1	0	1	1	0
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	2	0	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	16	19	9	10
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	4	4	8	5	3
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	2	2	2	0
Total	102	148	250	158	92

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent. C'est surtout dans le domaine de l'aménagement du territoire qu'on peut constater une hausse du nombre de nouvelles affaires (+ 18 dossiers). La liquidation a également augmenté, en particulier les rejets de recours.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la deuxième Cour compte encore deux affaires de 2000 qui ont été liquidées le 14 janvier 2009, une affaire de 2003, une affaire de 2005 et quatre affaires de 2006 portant sur des questions d'aménagement du territoire à l'exception d'un dossier de 2006 portant sur la protection de l'environnement.

Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen. Eine Zunahme der neuen Angelegenheiten ist insbesondere im Bereich der Raumplanung zu festzustellen

(+ 18 Fälle). Die Anzahl Erledigungen hat ebenfalls zugenommen, insbesondere die Abweisungen von Beschwerden.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2000 hängig, die am 19. Januar 2009 erledigt werden konnten, weiter je eine Angelegenheit aus den Jahren 2003 und 2005 sowie vier Angelegenheiten aus dem Jahr 2006, die sich in drei Fällen auf Raumplanungsfragen und in einem Fall auf Umweltschutzfragen beziehen.

III^{ème} COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	89	86
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	259	208
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	222	205
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	126	89

Mode de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	15	18
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	3
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	4
Rejet <i>Abweisung</i>	69	62
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	54
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit *</i>	52	/
Retrait <i>Rückzug</i>	36	36
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	6	13
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	1
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	12	10
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	13	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt) *</i>	2	/
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt) *</i>	1	/
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt) *</i>	6	/
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege zurückgezogen (ohne Anwalt) *</i>	1	/
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt) *</i>	1	/
Total	222	205

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008
Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	47	173	220	147	73
Aide et prévoyance sociales, LAVI <i>Sozialhilfe und Sozialvorsorge, OHG</i>	15	21	36	16	20
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	13	9	22	11	11
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	4	13	17	11	6
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	6	5	11	5	6
Registre du commerce <i>Handelsregister</i>	0	1	1	0	1
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	14	14	12	2
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	5	6	4	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	2	15	17	12	5
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Total	89	259	348	222	126

Le nombre de causes introduites a augmenté d'une cinquantaine de dossiers par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est due notamment à une hausse des dossiers en circulation routière et transports (+ 26 dossiers) ainsi que dans le domaine des commerces et établissements publics (+ 10 dossiers). La liquidation a également augmenté sans modification sensible dans les modes de liquidation.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la troisième Cour compte encore une affaire de 2003 relative à la santé publique, une affaire de 2004, une affaire de 2005, une affaire de 2006 portant sur des questions d'agriculture et une affaire de 2006 en matière d'aide sociale.

Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr um ca. 50 zugenommen. Dies ist insbesondere auf Zunahmen in den Rechtsgebieten Strassenverkehr und Transportwesen (+ 26 Fälle) und Handel und Gastgewerbe (+ 10 Fälle) zurückzuführen. Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat ebenfalls zugenommen, ohne dass bei den Erledigungsarten deutliche Änderungen feststellbar wären.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim III. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2003 aus dem Bereich der öffentlichen Gesundheit hängig, weiter je eine Angelegenheit aus den Jahren 2004 und 2005 und schliesslich zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2006, wovon eine aus dem Bereich Landwirtschaft und eine aus dem Bereich Sozialhilfe.

COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	142	146
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	231	221
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	169	
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse* / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes*</i>	62	
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	231	225
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	172	
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse* / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes*</i>	59	
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	142	142

* attribution directe depuis 2008 seulement / *Direkte Zuständigkeit erst seit 2008*

Mode de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	11	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	28	30
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	9	6
Rejet <i>Abweisung</i>	74	78
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	18	27
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit *</i>	27	/
Retrait <i>Rückzug</i>	30	17
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	6	34
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	11	18
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	4	4
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	5	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt) *</i>	1	/
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt) *</i>	0	/

Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt) *</i>	0	/
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege zurückgezogen (ohne Anwalt)*</i>	0	/
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt) *</i>	1	/
Reformatio in pejus	6	/
Total	231	225

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008.
Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	102	179	281	163	118
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	12	14	26	18	8
Impôt à la source <i>Quellensteuer</i>	0	0	0	0	0
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	1	1	1	1	1
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	1	1	1	0
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	1	2	3	1	2
Impôts paroissiaux <i>Pfarreisteuern</i>	1	2	3	1	2
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	6	2	8	6	2
Imp. spécial imm. sociétés <i>Besondere Besteuer. Immobilien von Gesellschaften</i>	1	0	1	1	0
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	0	0	0	0	0
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	1	1	0	1
Impôt sur véhicules automobiles, remorques, cycles <i>Fahrzeugsteuer</i>	0	0	0	0	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	3	4	2	2
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	11	11	11	0

Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	10	4	14	13	1
Taxes cantonales de police <i>Kantonale Polizeiabgaben</i>	1	0	1	1	0
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	3	0	3	3	0
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	2	3	2	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	4	4	2	2
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	2	1	3	3	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	2	2	2	0
Total	142	231	373	231	142

Le nombre de causes introduites et la liquidation des dossiers pendants ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, aucune affaire introduite avant le 1^{er} janvier 2007 n'est encore pendante auprès de la Cour fiscale.

Die Anzahl sowohl der neu eingetragenen als auch der erledigten Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr leicht zugenommen.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so ist beim Steuergerichtshof keine vor dem 1. Januar 2007 eingetragene Angelegenheit mehr hängig.

COUR DES ASSURANCES SOCIALES / SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	599	358
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	537	540
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	387	297
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	749	599

Mode de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	39	60
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	11	2
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	17	12
Rejet <i>Abweisung</i>	113	115
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	35
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit *</i>	34	/
Retrait <i>Rückzug</i>	27	22
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	29	33
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	3	1
Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i>	23	9
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	5	8
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt) *</i>	47	/
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt) *</i>	13	/
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt) *</i>	11	/
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege zurückgezogen (ohne Anwalt) *</i>	1	/
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt) *</i>	6	/
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	4	/
Total	387	297

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008
Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erfledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	31	24	55	18	37
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	321	225	546	144	402
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	4	5	9	3	6
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	33	39	72	36	36
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	71	39	110	26	84
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	59	60	119	38	81
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	33	32	65	21	44
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	0	0	0	0	0
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbssersatz</i>	1	2	3	0	3
Allocations familiales cantonales <i>Kantonale Familienzulagen</i>	6	6	12	4	8
Allocations familiales dans l'agriculture <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	1	0	1	0	1
Aide financière assurance-maladie <i>Finanzielle Unterstützung KV</i>	1	0	1	0	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) Beschwerde g/ Einspracheentscheid (Kosten)	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours c/ décisions incidentes <i>Beschwerden g/ Zwischenentscheide</i>	1	0	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	9	12	6	6
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	32	93	125	87	38
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	599	537	1136	387	749

Le nombre de causes introduites est resté stable par rapport à l'exercice précédent (- 3 dossiers). Le nombre de nouveaux dossiers d'assurance-invalidité a légèrement baissé (- 25 dossiers) par rapport à 2007.

La liquidation a augmenté d'une centaine de dossiers par rapport à l'année 2007 sans qu'un mode de liquidation ne soit touché en particulier (à noter que les 60 admissions de 2007 et les 39 de 2008 doivent être mises en parallèle avec les nouveaux modes de liquidation propres à l'assistance judiciaire).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour des assurances sociales compte encore deux affaires de 2000 dans les domaines des allocations familiales dans l'agriculture et de l'assurance-vieillesse et survivants, deux affaires de 2004 en prévoyance professionnelle et assurance-chômage et 45 affaires de 2006 dont une en assurance-vieillesse et survivants, 29 en assurance-invalidité, une en assurance-maladie, 10 en assurance-accidents, une en assurance-chômage, deux en prévoyance professionnelle et une en allocations familiales cantonales.

Concernant l'une des deux affaires datant de 2000, une affaire d'escroquerie sur des allocations familiales, ce dossier est suspendu dans l'attente du jugement pénal. La seconde affaire, en matière AVS, est en attente du jugement bernois en matière fiscale. Le dossier 2004 en matière d'assurance-chômage est suspendu en attente d'un jugement civil. La seconde affaire 2004 traitant de la LPP est actuellement au Tribunal fédéral sur une décision partielle sur le fond. Elle a déjà fait l'objet de deux arrêts de Cour.

Comme déjà soulevé lors de l'inspection du Conseil de la magistrature en octobre dernier, l'explication à la non-liquidation des dossiers 2006 encore pendants réside dans la conjonction de deux facteurs majeurs. D'une part, une surcharge manifeste que subit la Cour, surcharge due à l'augmentation du nombre des nouveaux recours importante depuis 2006, surtout en matière AI, et, d'autre part, les nombreux changements et congés intervenus chez les greffiers-rapporteurs en 2007 ainsi que l'absence du Président pour raisons de santé au début 2008.

Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr nahezu unverändert geblieben (- 3 Fälle). Die Anzahl der neuen Fälle im Bereich der Invalidenversicherung hat gegenüber 2007 leicht abgenommen (- 25 Fälle).

Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat gegenüber 2007 um rund 100 zugenommen, ohne dass eine Erledigungsart besonders betroffen wäre (beizufügen ist, dass die 60 Gutheissungen im Jahr 2007 gegenüber den 39 Gutheissungen im Jahr 2008 im Zusammenhang mit der Einführung der neuen Erledigungsarten im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege zu sehen sind).

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof noch zwei im Jahr 2000 eingereichte Angelegenheiten aus den Bereichen landwirtschaftliche Familienzulagen und Alters- und Hinterlassenenversicherung hängig, weiter zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2004 aus den Bereichen berufliche Vorsorge und Arbeitslosenversicherung sowie 45 Angelegenheiten aus dem Jahr 2006, wovon 29 aus dem Bereich Invalidenversicherung, zehn aus dem Bereich Unfallversicherung, zwei aus dem Bereich berufliche Vorsorge sowie je eine aus den Bereichen Alters- und Hinterlassenenversicherung, Krankenversicherung, Arbeitslosenversicherung und kantonale Familienzulagen.

Eine der beiden im Jahr 2000 eingereichten Angelegenheiten, in der es um die betrügerische Erwirkung von Familienzulagen geht, ist bis zum Ergehen des Strafurteils sistiert. In der zweiten Angelegenheit, aus dem Bereich der AHV, muss ein steuerrechtlicher Entscheid der Berner Behörden abgewartet werden. Eine im Jahr 2004 anhängig gemachte Angelegenheit aus dem Bereich der Arbeitslosenversicherung ist bis zum Ergehen eines arbeitsrechtlichen Urteils des KG sistiert. Die zweite seit 2004 hängige Angelegenheit, welche den Bereich der beruflichen Vorsorge betrifft, liegt zurzeit aufgrund einer Beschwerde gegen einen Teilentscheid in der Sache selbst beim Bundesgericht. Der Hof hat in dieser Sache bereits zwei Entscheide gefällt.

Wie bereits anlässlich der Inspektion durch den Justizrat im letzten Oktober ausgeführt wurde, erklären sich die nicht erledigten Angelegenheiten aus dem Jahr 2006 durch das Zusammenwirken

von zwei Hauptfaktoren. Es sind dies einerseits die offensichtliche Überlastung des Hofes, welche auf die bedeutende Zunahme der Anzahl neuer Beschwerden seit 2006 zurückzuführen ist, insbesondere im Bereich der IV, sowie andererseits die zahlreichen Wechsel und Urlaube bei den Gerichtsschreiber-Berichterstattem im Jahr 2007 und die Abwesenheit des Präsidenten aus gesundheitlichen Gründen Anfang 2008.

**AUTORITE JUDICIAIRE POUR LES MESURES DE CONTRAINTE / RICHTERLICHE BEHOERDE
FUER ZWANGSMASSNAHMEN**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	101	101
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	100	101
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	1	0

Mode de liquidation / Erledigungsart	2008	2007
Admission <i>Gutheissung</i>	31	95
Rejet <i>Abweisung</i>	7	5
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	1	0
Sans objet ou autre motifs <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	2	1
Détention confirmée <i>Genehmigung der Haft*</i>	59	/
Détention refusée <i>Nichtgenehmigung der Haft*</i>	0	/
Total	100	101

* Ces modes de liquidation ont été introduits, respectivement appliqués, au 1^{er} janvier 2008
Diese Erledigungsarten wurden ab dem 1. Januar 2008 eingeführt bzw. angewendet.

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquide Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Détention en vue du refoulement <i>Ausschaffungshaft</i>	0	46	46	45	1
Demande de levée de la détention <i>Haftentlassungsgesuch</i>	0	2	2	2	0
Prolongation de la détention <i>Haftverlängerung</i>	0	7	7	7	0
Assignment au lieu de séjour <i>Zuweisung eines Gebietes</i>	0	1	1	1	0
Interdiction de pénétrer <i>Verbot, ein Gebiet zu betreten</i>	0	2	2	2	0
Détention en phase préparatoire <i>Vorbereitungshaft</i>	0	15	15	15	0
Fouille des biens et perquisition <i>Durchsuchung</i>	0	9	9	9	0
Renonciation à la procédure orale <i>Verzicht auf die mündliche Verhandlung</i>	0	19	19	19	0
Total	0	101	101	100	1

Le nombre de causes introduites est resté le même par rapport à l'année dernière. En ce qui concerne la liquidation, respectivement l'ancienneté des affaires, seule une affaire de 2008 était encore pendante au 31 décembre 2008. Elle a toutefois été jugée le 5 janvier 2009.

Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr unverändert geblieben. Was deren Erledigung bzw. das Alter der hängigen Angelegenheiten betrifft, so ist am 31. Dezember 2008 nur gerade noch eine 2008 eingereichte Angelegenheit hängig. Diese konnte zudem am 5. Januar 2009 erledigt werden.

1.4. RECOURS AU TRIBUNAL FÉDÉRAL / *BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT*

Recours déposés / <i>Eingereichte Beschwerden</i>	2008	2007
I ^{ère} Cour d'appel / I. <i>Appellationshof</i>	12	25
II ^{ème} Cour d'appel / II. <i>Appellationshof</i>	19	12
Chambre des poursuites et des faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	12	7
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	2	1
Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftskammer</i>	2	1
Tribunal cantonal / <i>Kantonsgericht</i>	0	3
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>	26	16
Chambre pénale / <i>Strafkammer</i>	14	26
Président de la Chambre pénale / <i>Präsident der Strafkammer</i>	4	3
I ^{ère} Cour administrative / I. <i>Verwaltungsgerichtshof</i>	27	15
II ^{ème} Cour administrative / II. <i>Verwaltungsgerichtshof</i>	17	8
III ^{ème} Cour administrative / III. <i>Verwaltungsgerichtshof</i>	7	5
Cour fiscale / <i>Steuergerichtshof</i>	10	3
Cour des assurances sociales / <i>Sozialversicherungsgerichtshof</i>	40	37
Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / <i>Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen</i>	0	1
Total	192	163

Le nombre de recours interjetés auprès du Tribunal fédéral a augmenté d'environ trente dossiers. La hausse un peu plus importante en I^{ère} Cour administrative semble s'expliquer par la progression du nombre des affaires enregistrées.

Die Anzahl der beim Bundesgericht eingereichten Beschwerden hat um ca. 30 zugenommen. Die etwas grössere Zunahme beim I. Verwaltungsgerichtshof könnte durch die Zunahme der Anzahl eingetragener Angelegenheiten erklärt werden.

Modes de liquidation / <i>Erledigungsverfahren</i>	2008	2007
Tribunal cantonal / <i>Kantonsgericht</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	5	18
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	2
II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	11	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	2
Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	4	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
Admis / Gutheissung	4	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1
Rejetés / Abweisung	14	13
irrecevables / Nichteintreten	5	3
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	1
Chambre pénale / Strafkammer		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	6	6
Irrecevables / Nichteintreten	9	18
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Rejetés / Abweisung	2	0
Irrecevables / Nichteintreten	3	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	1	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	/
Rejetés / Abweisung	16	17
Irrecevables / Nichteintreten	6	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	/
Sans objet / Gegenstandslos	0	/
Retirés / Rückzug	0	0
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0
Rejetés / Abweisung	9	4
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	/
Sans objet / Gegenstandslos	0	/
Retirés / Rückzug	0	0

III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	3	6
Irrecevables / Nichteintreten	1	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	/
Sans objet / Gegenstandslos	0	/
Retirés / Rückzug	0	1
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	/
Rejetés / Abweisung	3	5
Irrecevables / Nichteintreten	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	/
Sans objet / Gegenstandslos	0	/
Retirés / Rückzug	1	0
Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	2	7
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis et renvoi / Gutheissung und Rückweisung	8	6
Rejetés / Abweisung	19	28
Irrecevables / Nichteintreten	4	5
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	/
Sans objet / Gegenstandslos	1	/
Retirés / Rückzug	3	2
Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	1
Irrecevables / Nichteintreten	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Total	176	195

2. MINISTÈRE PUBLIC / STAATSANWALTSCHAFT

	2007	2008
Statistique générale / Allgemeine Statistik		
Comparutions devant les TP de 1er Instance / <i>Erscheinen vor erstinstanzlichen Gerichten</i>	249	307
Participations aux enquêtes pénales / Teilnahme an Strafuntersuchungen	199	188
dont obligatoires 178 / <i>davon obligatorische</i> 178 dont urgents 10 / <i>davon dringende</i> 10		
Comparution devant la Cour d'appel / <i>Erscheinen vor dem Appellationshof</i>	21	22
Visa de jugements et ordonnances pénales / <i>Visum von Urteilen, Strafbefehlen</i>	33 099	30 229
Oppositions / <i>Einsprachen</i>	7	12
Demandes de rédaction intégrale / <i>Gesuche um vollständige Begründung</i>	9	6
Recours en appel / <i>Berufungen an den Appellationshof</i>	9	11
Admis / <i>gutgeheissen</i>	2	1
Rejetés / <i>abgewiesen</i>	2	2
Recours à la Chambre pénale / <i>Beschwerden an die Strafkammer</i>	6	13
Admis / <i>gutgeheissen</i>	3	10
Rejetés / <i>abgewiesen</i>	1	0
Réponses motivées à la Chambre pénale / <i>Begründete Stellungnahme an die Strafkammer</i>	108	134
Demandes d'observations de la Chambre pénale / <i>Gesuche um Bemerkungen durch die Strafkammer</i>	208	195
Réponses motivées aux recours en appel / <i>Begründete Stellungnahme zu Berufungen</i>	59	49
Recours au Tribunal fédéral / <i>Beschwerden an das Bundesgericht</i>	4	4
Réponse au recours au Tribunal fédéral / <i>Stellungnahmen zur Beschwerden an das Bundesgericht</i>	36	46
Examen de dossier pour décider de la participation aux enquêtes pénales / <i>Aktenprüfung zwecks Teilnahme der Staatsanwaltschaft</i>	385	318
Affaires dénoncées aux Juges d'instruction / <i>Strafanzeigen an die Untersuchungsrichter</i>	0	2

Recours administratifs déposés / <i>Eingereichte Verwaltungsbeschwerden</i>	8	14
Recours administratifs liquidés / <i>Behandelte Verwaltungsbeschwerden</i>	5	6
Instructions ouvertes / <i>Offene Untersuchungen</i>	215	156
Instructions pendantes / <i>Hängige Untersuchungen</i>	123	109
Dossiers en 1 ^{ère} instance / <i>Erstinstanzliche Akten</i>	168	152
Recours pendants / <i>Hängige Beschwerden</i>	36	35

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 11 recours en appel pénal (2007 : 9 ; 2006: 10; 2005: 15; 2004: 12;). 1 recours a été admis et 2 rejetés. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 49 reprises sur des appels.

Le Ministère public a interjeté 13 recours auprès de la Chambre pénale (2007 : 6 ; 2006: 13; 2005: 6; 2004: 7). 10 recours ont été admis et aucun n'a été rejeté. Le Ministère public s'est déterminé à 134 reprises sur des affaires enregistrées auprès de la Chambre.

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 307 reprises devant les tribunaux de 1^{ère} instance et à 22 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 188 auditions d'instruction.

Die Generalstaatsanwältin oder ihre Substitute haben 11 Berufungen eingereicht (2007: 9; 2006: 10; 2005: 15; 2004: 12). 1 Berufung wurde gutgeheissen und 2 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 49 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 13 Beschwerden eingereicht (2007: 6; 2006: 13; 2005: 6; 2004: 7; 2003: 6). 10 Beschwerden wurden gutgeheissen und keine abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat in 134 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

Die Generalstaatsanwältin oder ihre Substitute sind in 307 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 22 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 188 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.

3. TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT / *BEZIRKSGERICHTE*

3.1. AFFAIRES CIVILES / *ZIVILVERFAHREN*

3.1.1 Tribunaux d'arrondissement / *Bezirksgerichte*

Tribunaux d'arrondissement <i>Bezirksgerichte</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2005/ davon bis 31.12.2005 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	316 ¹⁾	300 ²⁾	283 ³⁾	54
Singine / <i>Sense</i>	77	74	53	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	139	141	137	17
Lac / <i>See</i>	88 ⁴⁾	64 ⁵⁾	69 ⁶⁾	5
Glâne / <i>Glane</i>	79	72	49	6
Broye / <i>Broye</i>	80	84	67	14
Veveysse / <i>Vivisbach</i>	33	40	29	5
Total	812	775	687	102

En 2007	733	810	650
En 2006	767	699	688

- (1) dont 8 en allemand / *davon 8 auf Deutsch* (2007: 13)
 (2) dont 15 en allemand / *davon 15 auf Deutsch* (2007: 20)
 (3) dont 12 en allemand / *davon 12 auf Deutsch* (2007: 19)
 (4) dont 25 en français / *davon 25 auf Französisch* (2007: 26)
 (5) dont 26 en français / *davon 26 auf Französisch* (2007: 22)
 (6) dont 17 en français / *davon 17 auf Französisch* (2007: 18)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vvisbach	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	4	0	2	0	0	0	0	6
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	100	25	43	17	12	30	11	238
b) séparation de corps / <i>Trennung</i>	4	0	0	0	3	1	0	8
c) action en désaveu / <i>Anfechtungsklage</i>	17	3	3	1	2	1	1	28
d) recherche en paternité / <i>Vaterschaftsklage</i>	18	0	4	1	5	1	0	29
e) droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	29	24	28	7	26	5	8	127
f) divers / <i>Verschiedenes</i>	2	1	6	0	0	2	0	11
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	0	2	0	2	2	0	7
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	6	0	4	6	1	6	2	25
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	39	7	15	16	10	18	9	114
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	5	4	0	1	2	2	0	14
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	3	2	2	2	0	2	1	12
4. Autres / <i>Andere</i>	11	2	3	1	1	1	1	20
C. Autorité de recours / Rechtsmittelinstanz								
1. Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	17	2	20	3	1	8	4	55
2. Recours sur mesures protectrices de l'union conjugale / <i>Beschwerden gegen Eheschutzmassnahmen</i>	8	0	6	8	3	4	2	31
D. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	36	4	3	1	4	1	1	50
Total général / Gesamttotal	300	74	141	64	72	84	40	775

Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2005 / davon bis 31.12.2005 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3665 ¹⁾	3717 ²⁾	836 ³⁾	8
Singine / <i>Sense</i>	841	818	210	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1446	1459	404	12
Lac / <i>See</i>	849 ⁴⁾	859 ⁵⁾	111 ⁶⁾	1
Glâne / <i>Glane</i>	550	544	78	0
Broye / <i>Broye</i>	838	869	180	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	464	478	72	0
Total	8653	8744	1891	23

En 2007	9002	8764	2174
En 2006	7888	8499	2048

- (1) dont 56 en allemand / *davon 56 auf Deutsch* (2007: 65)
 (2) dont 70 en allemand / *davon 70 auf Deutsch* (2007: 58)
 (3) dont 17 en allemand / *davon 17 auf Deutsch* (2007: 31)
 (4) dont 239 en français / *davon 239 auf Französisch* (2007: 266)
 (5) dont 247 en français / *davon 247 auf Französisch* (2007: 263)
 (6) dont 30 en français / *davon 30 auf Französisch* (2007: 40)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	218	70	88	55	42	67	30	570
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	4	1	10	3	4	3	2	27
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	50	6	22	6	7	11	8	110
4. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)</i>	177	23	57	29	29	43	22	380
5. Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten (art. 139 GOG)</i>	116	32	35	33	16	39	15	286
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	210	25	141	52	32	49	22	531
7. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	20	2	21	13	5	15	12	88
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire/ <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	485	96	193	84	62	89	29	1038
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	2168	480	787	513	305	483	301	5037
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1481	271	551	274	173	349	197	3296
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	25	1	2	0	0	2	1	31
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/ SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	7	2	3	0	0	2	0	14
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	5	0	3	1	0	0	0	9
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursoröffnung</i>	449	137	134	190	94	87	62	1153
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	91	24	33	18	13	8	13	200
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	1	14	15	9	9	18	4	70
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	5	0	2	1	0	3	3	14
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	71	16	29	11	11	4	18	160
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	6	5	7	5	0	3	2	28
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	3	0	0	0	1	0	0	4
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	24	10	7	4	4	7	1	57

10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	5	1	2	1	2	3	1	15
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	59	12	29	9	15	16	6	146
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	43	18	11	4	3	10	5	94
13. Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	8	15	15	28	3	2	8	79
14. Exécution des jugements (art. 348ss CPC/ZPO)/ <i>Urteilsvollstreckung</i>	7	0	4	2	1	3	0	17
15. Divers / <i>Verschiedenes</i>	147	36	44	27	18	29	17	318
Total général / <i>Gesamttotal</i>	3717	817	1459	859	544	862	478	8736

3.1.2 Juridiction des prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit

Présidents des Chambres des prud'hommes / Präsidenten der Gewerbekammern

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 187 causes (2007 : 180 ; 2006: 150; 2005: 183; 2004: 183) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 187 Angelegenheiten eingereicht (2007: 180; 2006: 150; 2005: 183; 2004: 183), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2008 / per 01.01.2008 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2008 / per 31.12.2008 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	32	96	89	39
Singine / Sense	3	12	12	3
Gruyère / Greyerz	7	22	23	6
Lac / See	3	15	17	1
Glâne / Glane	0	18	16	2
Broye / Broye	0	16	12	4
Veveyse / Vivisbach	17	8	24	1
Total	62	187	193	56

Chambres des prud'hommes / Gewerbekammern

Elles ont été saisies de 181 causes (2007 : 186 ; 2006: 181; 2005: 156; 2004: 173) qui se répartissent ainsi :

Es wurden 181 Angelegenheiten eingereicht (2007: 186; 2006: 181; 2005; 156), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2008 / per 01.01.2008 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2008/ per 31.12.2008 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	92	90	119	63
Singine / Sense	4	16	13	7
Gruyère / Greyerz	14	26	30	10
Lac / See	5	11	13	3
Glâne / Glane	1	10	8	3
Broye / Broye	5	16	14	7
Veveyse / Vivisbach	14	12	20	6
Total	135	181	217	99

3.1.3 Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 393 causes (2007 : 295 ; 2006: 277; 2005: 333; 2004: 359) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 393 Angelegenheiten eingereicht (2007: 295; 2006: 277; 2005: 333; 2004: 359), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2008 / per 01.01.2008 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2008 / per 31.12.2008 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	37	196	185	48
Singine et Lac / Sense und See	4	74	66	12
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	12	123	119	15
Total	53	393	370	75

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 97 causes (2007 : 35 ; 2006: 51; 2005: 34; 2004: 53) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 97 Angelegenheiten eingereicht (2007: 35; 2006: 51; 2005: 34; 2004: 53), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2008 / per 01.01.2008 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2008 / per 31.12.2008 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	26	70	19	77
Singine et Lac / Sense und See	2	15	12	5
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	6	12	13	5
Total	34	97	44	87

3.1.4 Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / *Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung*

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheide über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	Total
64	400	464

En 2007: 59
 En 2006: 76

415
 411

474
 487

3.1.5 Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office				
<i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	339	30	24	6
Singine / Sense	49	4	7	7
Gruyère / Greyerz	148	1	9	2
Lac / See	50	6	11	4
Glâne / Glane	33	2	6	6
Broye / Broye	50	3	14	0
Veveyse / Vivisbach	14	1	1	4
Total	683	47	72	29

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés				
<i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	41	0	14	1
Singine / Sense	21	1	5	2
Gruyère / Greyerz	12	0	3	0
Lac / See	11	0	5	3
Glâne / Glane	14	0	0	1
Broye / Broye	7	0	1	0
Veveyse / Vivisbach	4	1	4	0
Total	110	2	32	7

3.2. AFFAIRES PÉNALES / STRAFVERFAHREN

3.2.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 220 (2007 : 185 ; 2006: 232; 2005: 229; 2004: 231). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 149 personnes à une peine privative de liberté, 15 personnes à un travail d'intérêt général et 23 personnes à une peine pécuniaire. 100 peines ont été assorties du sursis et 28 du sursis partiel. 23 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 107 amendes. 44 personnes ont été acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 220 (2007: 185; 2006: 232; 2005: 229; 2004: 231). Die Bezirksstrafgerichte haben 149 Personen zu Freiheitsstrafen, 15 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 23 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 100 Fällen wurde der bedingte und in 28 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 23 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 107 Fällen Bussen verhängt. 44 Personen wurden freigesprochen.

Tribunaux / Gerichte	Nationalité Nationalität			Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	111 ⁽¹⁾	53	58	100	11	31	80
Singine / Sense	22	16	6	19	3	7	15
Gruyère / Greyerz	47	17	30	44	3	9	38
Lac / See	7 ⁽²⁾	5	2	7	0	4	3
Glâne / Glane	15	6	9	15	0	4	11
Broye / Broye	16	9	7	16	0	3	13
Veveyse / Vivisbach	2	1	1	2	0	1	1
Total	220	107	113	203	17	59	161

(1) 4 procédures ont été conduites en allemand (2007 : 4)
 (2) 2 procédures ont été conduites en français (2007 : 0)

(1) 4 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2007:4)
 (2) 2 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2007: 0)

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruvère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	29	6	18	2	7	6	0	68
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	1	0	1	0	0	0	0	2
Assassinat / Mord	1	0	0	0	1	0	0	2
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	1	0	0	1	2	0	0	4
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	1	0	0	3	2	0	6
Lésions corporelles / Körperverletzungen	19	1	5	1	0	4	0	30
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	1	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	7	3	12	0	1	0	0	23
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	91	2	41	4	19	11	4	172
Abus de confiance / Veruntreuung	6	0	0	0	1	0	1	8
Vol / Diebstahl	39	0	16	2	5	5	1	68
Brigandage / Raub	6	0	2	0	6	0	0	14
Escroquerie / Betrug	4	1	3	0	0	0	1	9
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	2	0	2	0	0	1	0	5
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	2	0	2	0	0	0	0	4
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel / Hehlerei	5	0	1	0	1	0	0	7
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	0	1	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	27	1	14	2	6	5	1	56
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	14	3	10	0	0	0	1	28
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	43	5	13	5	5	3	3	77
Menaces / Drohung	12	1	2	1	0	0	1	17
Contrainte / Nötigung	12	2	2	1	0	0	1	18
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	17	1	9	2	5	3	1	38
Divers / Verschiedenes	2	1	0	1	0	0	0	4

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	32	20	10	4	2	1	0	69
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	1	7	2	1	0	0	0	11
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	10	13	4	1	0	1	0	29
Divers / Verschiedenes	21	0	4	2	2	0	0	29
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	3	0	1	0	0	0	0	4
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	1	0	1	0	0	0	0	2
Divers / Verschiedenes	2	0	0	0	0	0	0	2
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	3	0	3	0	1	0	0	7
Incendie intentionnel / Brandstiftung	3	0	3	0	1	0	0	7
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre la santé publique publique / Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / Verbreiten menschlicher Krankheiten	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	4	0	0	0	0	0	0	4
11. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	2	0	4	0	1	0	0	7
12. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	5	0	0	0	0	0	0	5
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejviz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
14. Délits contre la volonté populaire / Vergehen gegen den Volkswillen (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	12	1	9	0	4	0	0	26
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / Störung der Beziehungen zum Ausland (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	8	2	0	0	2	2	0	14
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	2	0	0	0	1	1	0	4
Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	3	0	0	0	0	1	0	4
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0	0	0	1	0	0	4
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Corruption / Bestechung (Art. 322 ^{ter} -322 ^{octies} CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral/ Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP / StGB)	0	0	1	0	0	0	0	1
21. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG	49	3	18	0	3	7	0	80
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	7	1	3	0	0	0	0	11
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / <i>schweres Verschulden</i>)	6	0	2	0	1	0	0	9
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>)	10	2	7	0	0	0	0	19
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>)	8	0	2	0	1	2	0	13
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i>)	9	0	2	0	0	2	0	13
Divers / <i>Verschiedenes</i>	9	0	2	0	1	3	0	15
22. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG	71	7	20	1	4	2	0	105
23. Infractions à la LSEE / Verstösse gegen das ANAG	21	1	4	0	2	2	1	31
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	29	5	14	2	6	0	1	57
TOTAL	416	55	166	18	56	34	10	755

3.2.2 Juges de police / *Polizeirichter*

Nombre de personnes renvoyées : 840 (2007:1031; 2006: 1154; 2005: 1129; 2004: 1005).

Anzahl der überwiesenen Personen : 840 (2007: 1031; 2006: 1154; 2005: 1129; 2004: 1005).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	393 ⁽¹⁾	155	98	140
Singine / <i>Sense</i>	67	16	17	33
Gruyère / <i>Greyerz</i>	168	60	62	55
Lac / <i>See</i>	101 ⁽²⁾	36	22	43
Glâne / <i>Glane</i>	35	17	7	11
Broye / <i>Broye</i>	72	22	15	35
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	4	24	8	10
Total	840	330	229	327

(1) 36 procédures ont été conduites en allemand /
36 *Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt* (2007: 63).

(2) 43 procédures ont été conduites en français /
43 *Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt* (2007: 33).

Les juges de police ont condamné 14 personnes à des peines privatives de liberté, 68 personnes à un travail d'intérêt général et 101 personnes à une peine pécuniaire. 1 mesure a été prononcée. 122 peines ont été assorties du sursis et 6 du sursis partiel. Les juges de polices ont infligé 220 amendes. 229 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter haben 14 Personen zu einer Freiheitsstrafe, 68 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 101 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. 1 Massnahme wurde angeordnet. In 122 Fällen wurde der bedingte und 6 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 220 Bussen verhängt. 229 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	65	15	41	14	12	9	10	68
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	10	0	18	1	2	2	2	35
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	11	5	6	3	5	2	4	36
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	14	2	5	0	1	0	0	22
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	0	0	0	0	0	0	0	0
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	1	0	2	0	1	0	1	5
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	0	0	0	0	1	0	0	1
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	1	1	2	0	1	4	0	9
Divers / Verschiedenes	28	7	8	10	1	1	3	58
Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	11	1	8	0	0	0	1	21
(Art. 8 LACP / EGStGB)	0	1	0	0	0	0	1	2
Divers / Verschiedenes	11	0	8	0	0	0	0	19
Infractions / Strafbare Handlungen	125	48	51	32	18	17	33	68
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	3	1	1	0	0	0	5
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	9	1	0	0	0	0	5	15
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	7	3	1	1	1	0	1	14
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	2	0	0	1	0	1	0	4
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	1	0	1	0	2
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	80	27	44	24	11	10	21	217
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	6	7	2	2	5	1	2	35
Divers / Verschiedenes	20	7	2	2	1	3	4	39
TOTAL	201	64	100	46	30	26	44	511

3.2.3 Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 1 (2007 : 4 ; 2006: 4; 2005: 6; 2004: 3). Le Tribunal a condamné 1 personne à une peine privative de liberté. La peine a été assortie du sursis partiel.

Anzahl abgeurteilter Personen: 1 (2007: 4; 2006: 4; 2005: 6; 2004: 3). Das Gericht hat 1 Person zu Freiheitsstrafen verurteilt. Für die Strafe wurde der bedingte Vollzug gewährt.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2008, 1061 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2007 : 1220 ; 2006: 1390; 2005: 1364; 2004: 1239).

2008 wurden 1061 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2007: 1220; 2006: 1390; 2005: 1364; 2004: 1239).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	TOTAL
Sarine / Saane	111	393		504
Singine / Sense	22	67		89
Gruyère / Greyerz	47	168		215
Lac / See	7	101		108
Glâne / Glane	15	35		50
Broye / Broye	16	72		88
Veveyse / Vivisbach	2	4		6
Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			1	1
Total	220	840	1	1061

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	TOTAL
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	44	229	0	273
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	149	14	1	164
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	15	68	0	83
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	23	101	0	124
à l'amende / <i>zur Busse</i>	107	220	0	327
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	100	122	0	222
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	28	6	1	35
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	327	0	327

3.2.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / *Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs*

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	TOTAL
Sarine / Saane	31	8		39
Singine / Sense	4	2		6
Gruyère / Greyerz	18	13		31
Lac / See	1	4		5
Glâne / Glane	7	3		10
Broye / Broye	2	2		4
Veveyse / Vivisbach	0	1		1
Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			0	
Total	63	33	0	96

3.2.5 Détention préventive / *Untersuchungshaft*

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	31	0	12	0	8	3	1	0	55
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	4376	0	1155	0	591	441	56	0	6619

4. JUGES D'INSTRUCTION / *UNTERSUCHUNGSRICHTER*

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf Französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf Deutsch</i>	
Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i>	14'094	3'374	17'468*
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	7'932	1'640	9'572
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6'162	1'734	7'896
Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i>	596	116	712
Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	5'094	1'528	6'622
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	175	45	220
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	4'919	1'483	6'402
Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i>	609	108	717
Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i>	0	1	1
Renvois / <i>Überweisungen</i>	241	24	265
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	106	8	114
• Sarine / <i>Saane</i> 68			
• Singine / <i>Sense</i> 4			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 20			
• Lac / <i>See</i> 7			
• Glâne / <i>Glane</i> 6			
• Broye / <i>Broye</i> 5			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 4			
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	134	14	148
• Sarine / <i>Saane</i> 77			
• Singine / <i>Sense</i> 11			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 34			
• Lac / <i>See</i> 3			
• Glâne / <i>Glane</i> 10			
• Broye / <i>Broye</i> 13			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 3			
- au Tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	1	2	3
Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / <i>Abtretungen, inkl. an Oberämtern</i>	1'167	110	1'277

* 2007 : 18'077

	Instructions en français / Untersuchungen auf Französisch	Instructions en allemand / Untersuchungen auf Deutsch	Total
Ordonnances pénales / Strafbefehle	7'324	1'376	8'700*
- définitives / endgültige	5'268	993	6'261
- frappées d'opposition / Einsprache	251	61	312
- conversion d'amendes / Bussenumwandlungen	1'805	322	2'127
Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	73	26	99
- nationales / nationale	30	18	48
- internationales / internationale	43	8	51
Nombre de personnes en détention préventive Anzahl der Untersuchungshäftlinge	185	20	205
Nombre de jours de détention Anzahl Tage in Untersuchungshaft	10'465	607	11'072
Affaires en cours Hängige Angelegenheiten	2'641	573	3'214**

* 2007 : 9'983

** 2007: 2'641

6. CHAMBRE PÉNALE DES MINEURS / JUGENDSTRAFKAMMER

6.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2008, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 1939 affaires au rôle (1876 en 2007) concernant 1331 enfants ou adolescents (1366 en 2007).

2008 wurden bei der Jugendstrafkammer 1939 Angelegenheiten anhängig gemacht (2007: 1876), welche 1331 Kinder und Jugendliche betrafen (2007: 1366).

Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i>	2007	2008
Enfants (10-15 ans révolus) / <i>Kinder (10-15 Jahre)</i>	436	452
Adolescents (15-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (15-18 Jahre)</i>	1439	1487
Filles/ <i>Mädchen</i>	354	357
Garçons / <i>Knaben</i>	1522	1582
Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 19,4 % (23,5 % en 2007) / <i>d.h 19,4 % (2007 : 23,5 %)</i>	441	377
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 80,6 % (76,5 % en 2007) / <i>d.h 80,6 % (2007 : 76,5 %)</i>	1435	1562
Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	368	412
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	344	455
Singine / <i>Sense</i>	205	173
Gruyère / <i>Greyerz</i>	221	265
Lac / <i>See</i>	181	163
Broye / <i>Broye</i>	160	131
Glâne / <i>Glane</i>	99	114
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	75	61
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	202	136
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	21	29
Total	1876	1939

6.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / <i>Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen</i>	584	512
--	-----	-----

6.3. Mesures à titre provisionnel / *Vorsorgliche Massnahmen*

Détention avant jugement / <i>Untersuchungshaft</i>	26	20
Observation / <i>Beobachtung</i>	10	14
Placement à titre provisionnel / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	33	48
Autres mesures de protection à titre provisionnel / <i>Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen</i>	--	--

6.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1^{er} janvier 2008 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2430 (2525 en 2007), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2008 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2430 (2007: 2525), nahmen folgenden Ausgang:

	2007	2008
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	36	32
Classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	60	70
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	168	219
Non-lieu rendu suite à une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	144	117
Non-lieu rendu suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	284	290
Non-lieu rendu à la place d'une exemption de peine (7+21 DPmin) / <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	23	32
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	106	85
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	677	737
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer</i>	536	305
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	491	543
Total	2525	2430

6.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2008 au 31.12.2008)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 84, concernant 145 mineurs

Processus ayant conduit à un accord de médiation: 66, concernant 105 mineurs

Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 20, concernant 33 mineurs

Processus en cours au 31 décembre 2007: 31, concernant 48 mineurs

An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2008 bis 31.12.2008)

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 84; davon betroffen: 145 Minderjährige

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 66 davon betroffen: 105 Minderjährige

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 20; davon betroffen: 33 Minderjährige

Per 31. Dezember 2007 hängige Verfahren: 31; davon betroffen: 48 Minderjährige

6.6. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer

La Chambre s'est réunie à 14 reprises en 2008 (14 en 2007) et 16 mineurs (27 en 2007) ont été jugés.

Die Kammer hat 2008 14 mal getagt (2007: 14) und dabei 16 Minderjährige abgeurteilt (2007: 27).

6.7. Infractions / Strafbare Handlungen

6.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

	2007	2008
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	--	--
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	--	--
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	23	13
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	1	--
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	--
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	7	6
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	3	--
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	--	--
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	--
Rixe / <i>Raufhandel</i>	15	7
Agression / <i>Angriff</i>	14	14
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheits- gefährdender Stoffe</i>	1	3
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	5	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	2	2
Vol (simple: 68; en bande: 2; par métier: 3; au préjudice des proches: 1) / <i>Diebstahl (einfacher: 68; bandenmässiger: 2; gewerbsmässiger: 3; zum Nachteil eines Angehörigen: 1)</i>	83	74
Tentative de vol (simple: 18; en bande: --, par métier: --) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 18; bandenmässiger: -- gewerbsmässiger: --)</i>	11	18
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	12	14
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	8	17
Brigandage (avec arme: --; en bande : --) / <i>Raub (bewaffneter: --; bandenmässiger: --)</i>	9	6
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	48	67
Escroquerie / <i>Betrug</i>	--	4
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	2	1
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	--	1
Extorsion / <i>Erpressung</i>	1	3
Recel / <i>Hehlerei</i>	12	18
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	--	--
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	1
Injure / <i>Beschimpfung</i>	9	13
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	--	--
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	1	1

	2007	2008
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / <i>Drohung</i>	5	9
Contrainte / <i>Nötigung</i>	--	2
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	--
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	27	36
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	5	2
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	6	1
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	6	5
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	2
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	2	--
Pornographie / <i>Pornographie</i>	7	9
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	--	1
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--
créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen		
Incendie intentionnel (dont tentative: 1 ; complicité: 1) <i>Brandstiftung (Versuch : 1 ; Gehilfenschaft : 1)</i>	10	5
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	2	12
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	--	1
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht. Fahrlässige Gefährdung</i>	--	--
Fausse monnaie. Falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	1	--
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	3
Imitation de billets de banque sans dessein de faux <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	--	--
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	3	3
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	5	1
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	--

	2007	2008
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	--	--
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Emeute / Aufruhr	--	2
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	--
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	--	--

contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt

Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	6	5
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	13	9
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	6	--
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	--

contre l'administration de la justice /

gegen die Rechtspflege

Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	3	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	--	3
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	--	1
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	1	--

6.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	165	211
Crimes et délits: 40 ; Contraventions:156 ; Cas bénins: 15 / <i>Verbrechen und Vergehen: 40; Übertretungen: 156; Leichter Fall: 15</i>		
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	40	28
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	88	88
Conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de drogues / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	18	19
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	46	22
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	264	222
• sur les étrangers (avant : LSEE) / <i>Ausländergesetz (früheres ANAG)</i>	3	5
• sur les armes / <i>Waffen</i>	10	20
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	134	153
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	19	4
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	5	4

	2007	2008
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	--
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	--	--
• sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	--	2
• sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	--

6.7.3 Lois cantonales / *kantonale Gesetze*

• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	13	6
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	3	--
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	34	20
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	2	7
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	3	--
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	1	--

6.8. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre / *Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide*

6.8.1 Jugements / *Urteile*

Mesures de protection / *Schutzmassnahmen*

Surveillance / <i>Aufsicht</i>	11	--
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	13	2
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	4	1
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	1	--
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	10	3
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	1	1
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in einen Erziehungsheim</i>	1	2
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	3	2
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	4	--
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	55	33

Peines / *Strafen*

Réprimande / <i>Verweis</i>	7	14
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	--	--
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	73	46
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingt persönliche Leistung</i>	18	13
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	12	23
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	7	6
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	7	5
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	31	13
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	31	15
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	5	10
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	13	6
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	1	--
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	2	--

	2007	2008
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / Strafe + Strafe	5	7
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	24	28
Exemption de peine / Strafbefreiung	14	11
Acquittement / Freispruch	70	62
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	51	47
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	--	--
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	5	8
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	8	3
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	--	3
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	--	--
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	2	3
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	3	--
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	27	33
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	15	20
Conversions		
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	19	47
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	14	18
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	1	2
Demande conversion privation de liberté en prestation perso / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	--	--
Demande conversion amende en prestation personnelle/ Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	3	6
6.8.2 Ordonnances pénales / Strafbefehle		
• Réprimande / Verweis	272	232
• Amende / Busse	215	227
• Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	161	211
• Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	25	32
• Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	4	32
6.8.3 Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht	25	19

7. PRÉFECTURES / OBERÄMTER

Activité judiciaire des préfets / Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Saane Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	426	63	146	64	65	91	36	891
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	250	32	70	24	31	38	18	463
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	171	16	40	31	22	45	14	339
en suspens / <i>hängig</i>	5	15	36	9	12	8	4	89
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	93	27	34	6	0	17	17	194
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	7552	992	1847	1907	340	718	432	13788*
définitive / <i>endgültige</i>	7414	976	1774	1888	330	699	421	13502
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt</i>	138	16	73	19	10	19	11	286
TOTAL	8071	1082	2027	1977	405	826	485	14873

*A noter que le nombre d'ordonnances pénales qui, en 2007, avaient augmenté de 23% par rapport à 2006, est redescendu à un niveau plus comparable à celui des précédentes années.

Es gilt anzumerken, dass die Anzahl Strafbefehle, welche 2007 im Vergleich zum Jahr 2006 um 23 % gestiegen ist, wieder auf ein mit den vorangehenden Jahren vergleichbares Niveau gesunken ist.

8. COMMISSION DE RECOURS DE L'UNIVERSITÉ / REKURSKOMMISSION DER UNIVERSITÄT

8.1	Statistique générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
	Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	2	7
	Affaires introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	12	11
	Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	8	16
	- décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	6	16
	- prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	-	-
	- autre moyen / <i>andere Erledigungsweise</i>	2	-
	Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	6	2
8.2	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
	Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
	- examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	5	5
	- admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	3	9
	Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
	- admission / <i>Gutheissung</i>	-	1
	- admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	-	-
	- admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an Vorinstanz</i>	-	-
	- rejet / <i>Abweisung</i>	6	13
	- rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	-	-
	- transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	2	2
8.3	Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht		
	Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	0
	Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	2	2
	Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	2	1
	- admission / <i>Gutheissung</i>	-	-
	- rejet / <i>Abweisung</i>	-	1
	- irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	2	-
	- retrait / <i>Rückzug</i>	-	-
	- transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	-	-
	Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	1

8.4 Appréciation générale / Allgemeine Bemerkungen

La jurisprudence concerne principalement la problématique des examens. Dans ce domaine, la Commission rencontre parfois certaines difficultés avec l'application de la clause de sévérité. Cette problématique sera d'ailleurs abordée, aux côtés d'autres objets, lors de l'assemblée plénière de cette année.

Die Rechtsprechung befasst sich mehrheitlich mit der Prüfungsproblematik. Dabei stösst die Kommission ab und zu auf Schwierigkeiten mit der Anwendung der sogenannten Härteklauseel. Die Problematik wird nebst anderem Gegenstand der diesjährigen Plenarsitzung bilden.

8.5 Commentaires / Kommentare

La Commission a été en grande partie repourvue en 2008, suite à la démission de plusieurs de ses membres, dont notamment ses président, vice-président et secrétaire juridique. L'ancienne équipe a néanmoins assuré à titre intérimaire la gestion des affaires courantes jusqu'au printemps 2008, date à laquelle tous les postes vacants ont été repourvus. Ces changements ont donné l'occasion à la nouvelle Commission de se réunir en séance plénière, chose qui sera à l'avenir répétée au minimum une fois par année. Pour les mêmes raisons, il a également été nécessaire d'effectuer une visite officielle à l'Université et de régler plusieurs questions de principes avec divers interlocuteurs.

Nach den Demissionen von Präsident, Vizepräsident, juristischer Sekretärin und mehreren Mitgliedern war im Jahr 2008 die Kommission weitgehend neu zu besetzen. Interimistisch wurden die Geschäfte von den Vorgängern weitergeführt, bis im Frühling 2008 wiederum alle Chargen besetzt waren. Die personellen Wechsel waren Anlass für eine Plenarsitzung der neuen Kommission, die inskünftig jährlich mindestens einmal wiederholt wird. Erforderlich war ebenfalls ein offizieller Besuch bei der Universität und die Regelung grundsätzlicher Fragen mit verschiedenen Beteiligten.

9. COMMISSION DE RECOURS EN MATIÈRE D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES / *REKURSKOMMISSION FÜR BODENVERBESSERUNGEN*

9.1	Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2008	2007
	Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
	Affaires introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	4	6
	Affaires liquidées <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	2	6
	- décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	2	6
	- prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	-	-
	- autre moyen / <i>andere Erledigungsweise</i>	-	-
	Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	0
9.2	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>		
	Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
	- améliorations foncières agricoles/ <i>landwirtschaftliche Bodenverbesserungen</i>	2	6
	- remaniement parcellaire forestier/ <i>Waldzusammenlegungen</i>	-	-
	Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
	- décision de la commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	2	6
	- admission / <i>Zulassung</i>	0	-
	- rejet / <i>Abweisung</i>	2	1
	- retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	5
9.3	Recours au Tribunal fédéral / <i>Beschwerden an das Bundesgericht</i>		
	Pendants au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	-	-
	Recours introduits / <i>eingereichter Beschwerden</i>	1	-
	Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	-	-
	Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	-	-

9.4 Commentaires / *Kommentare*

Comme par le passé, la commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. En français, la chambre est présidée par Monsieur Bernard Berset, et en allemand par Monsieur Théo Studer. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Le Président, le Vice-président, les membres et le Secrétaire de la CRAF ont appris avec douleur le décès de Michel Ducrest survenu le 31 décembre 2008. Michel Ducrest était un membre assidu de la CRAF depuis de très nombreuses années. Ses compétences en la matière, ses questions pertinentes et ses conseils avisés étaient appréciés de tous. Le Président, le Vice-président et les membres et le Secrétaire de la CRAF lui rendent hommage.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Bernard Berset, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Theo Studer präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Der Präsident, der Vize-Präsident, die Mitglieder und der Sekretär der Rekurskommission für Bodenverbesserungen trauern um Michel Ducrest, welcher am 31. Dezember 2008 gestorben ist. Michel Ducrest war seit zahlreichen Jahren ein sehr engagiertes Mitglied der Kommission. Seine fachliche Kompetenz, seine sachbezogenen Fragen und seine Ratschläge wurden von allen sehr geschätzt. Der Präsident, der Vize-Präsident, die Mitglieder und der Sekretär der Kommission würdigen diese Persönlichkeit.

10. COMMISSION DE RECOURS EN MATIÈRE DE NOUVELLES MENSURATIONS PARCELLAIRES / *REKURSKOMMISSION FÜR NEUE PARZELLARVERMESSUNGEN*

10.1 Statistique générale / *Allgemeine Statistik* 2008 2007

Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	5	4
Affaires introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	0	1
Affaires liquidées <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	5	0
- décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	2	-
- prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	3	-
- autre moyen / <i>andere Erledigungsweise</i>	-	-
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	5

10.2 Affaires liquidées / *Erledigte Angelegenheiten*

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

- Abornement / <i>Vermarkung</i>	3
- Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	2

sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

- décision de la commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	2
- admission / <i>Zulassung</i>	
- rejet / <i>Abweisung</i>	
- retrait de recours / <i>Rückzug</i>	3

10.3 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

Pendants au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichter Beschwerden</i>	0	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	0	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

10.4 Commentaires / *Kommentare*

Affaires radiées du rôle en date des 8 et 9 octobre 2008. Décisions pas encore entrées en force.

Am 8. und 9. Oktober 2008 aus dem Verzeichnis gelöschte Angelegenheiten. Entscheide noch nicht rechtskräftig

11. COMMISSION D'EXPROPRIATION / ENTEIGNUNGSKOMMISSION

11.1	Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2008	2007
	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	14
	Affaires introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	4	2
	Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	6	6
	- décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i>	1	2
	- prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	2	1
	- par un autre moyen (conciliation) / <i>auf andere Weise (Vergleich)</i>	3	3
	Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängig</i>	8	10

11.2 Affaires liquidées en 2008 / *Im Verlauf des Jahres 2008 erledigte Angelegenheiten*

Généralités

En 2007, la Commission d'expropriation a rendu une décision sur le fond qui est devenue définitive et exécutoire, faute de recours. Trois procédures devant la Commission d'expropriation se sont terminées par un accord entre parties valant décision, ensuite d'une conciliation tentée avec succès par le Président de la Commission. Enfin, deux procédures déposées pour sauvegarder des droits sont devenues sans objet et ont donc été classées.

Procédure en expropriation formelle

L'objet de cette procédure portait sur le montant de l'indemnité à payer pour l'expropriation du terrain nécessaire au réaménagement des berges de la Longivue, l'exproprié exigeant une indemnité en nature. Finalement l'assemblée communale a renoncé à ce mode d'indemnisation et a préféré verser une indemnité en espèces.

Procédure en indemnisation en application de l'art. 166 LATeC

Le Président de la Commission d'expropriation a classé deux procédures devenues sans objet, le bénéficiaire de la dérogation ayant renoncé ou dû renoncer à bénéficier de celle-ci.

Allgemeines

Die Enteignungskommission hat 2008 ein Urteil gefällt. Dieses ist mangels Beschwerde in Rechtskraft erwachsen und vollstreckbar. In drei Fällen konnte der Präsident der Enteignungskommission die Vergleichsverhandlungen erfolgreich zu Ende führen und die zwischen den Parteien getroffenen Vereinbarungen sind einem Urteil gleichgestellt. Zwei Verfahren, welche zur Wahrung von Interessen eingeleitet worden waren, konnten als gegenstandslos abgeschrieben werden.

Formelle Enteignung

Bei diesem Verfahren ging es um die Höhe der Entschädigung für die Enteignung des Terrains, welches für die Neugestaltung der „Berges de la Longivue“ benötigt wird. Der Enteignete hatte eine Entschädigung in Form einer Sachleistung gefordert, die Gemeindeversammlung gab einer Entschädigung in Form einer Geldleistung jedoch den Vorzug.

Entschädigungsverfahren in Anwendung von Art. 166 RPBG

Der Präsident der Enteignungskommission hat zwei gegenstandslos gewordene Verfahren abgeschrieben, nachdem der jeweilige Eigentümer im Besitze der Ausnah-mebewilligung auf deren Umsetzung verzichtete bzw. verzichten musste.

11.3 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2008	2007
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	1

Sur les huit dossiers actuellement pendants deux ont pour objet des procédures d'expropriation formelle introduites en 2008, deux causes sont suspendues à la demande des parties qui sont en pourparlers après la levée d'opposition prononcée par la DAEC en 2008 et une cause fait l'objet d'un recours pendant au Tribunal cantonal. Dans trois procédures, la Commission est en train de procéder à l'estimation des biens expropriés.

Von den zur Zeit acht hängigen Verfahren betreffen deren zwei im Jahre 2008 eingeleitete Verfahren um formelle Enteignung. Zwei Verfahren wurden auf Antrag der Parteien suspendiert, welche nun im Anschluss an die Abweisung der Einsprache durch die RUBD Vergleichsverhandlungen führen. In einem Verfahren wurde eine Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht und in drei Fällen befasst sich die Kommission zur Zeit mit der Schätzung der enteigneten Rechte.

11.4 Commentaires / Kommentare

L'Etat de Fribourg a enfin procédé à une réévaluation du tarif applicable pour la rémunération des membres de la Commission d'expropriation. Une délégation du Tribunal cantonal a procédé pour la première fois à l'inspection de la Commission d'expropriation depuis sa création en 1984. Cette délégation a pu constater que le rôle était bien tenu et que les affaires étaient régulièrement traitées.

Der Staat Freiburg hat den für die Entschädigung der Mitglieder der Enteignungskommission anwendbaren Tarif überarbeitet. Eine Delegation des Kantonsgerichtes hat erstmals seit der Einführung der Enteignungskommission im Jahre 1984 eine Inspektion durchgeführt. Diese Delegation durfte feststellen, dass das Rodel richtig geführt und die Fälle ordnungsgemäss behandelt werden.

12. AUTORITE DE SURVEILLANCE DU REGISTRE FONCIER / AUF SICHTSBEHÖRDE ÜBER DAS GRUNDBUCH

12.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik 2008

Affaires pendantes au 1^{er} janvier 1
Am 1. Januar hängige Angelegenheiten

Affaires introduites 2
Eingereichte Angelegenheiten

Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten 3

- décision de l'Autorité / Kommissionsentscheid 3

- prononcé présidentiel / Präsidialverfügung 0

- par un autre moyen / auf andere Weise 0

Affaires pendantes au 31 décembre 0
Am 31. Dezember hängig

12.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

- pouvoir de contrôle du conservateur / Kontrollbefugnis des Verwalters 1

- recevabilité du recours / Zulässigkeit der Klage 1

- servitude de conduite / Leistungsdienstbarkeit 1

sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

- admission / Zulassung 2

- irrecevabilité / Unzulässigkeit 1

12.3 Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

Pendants au 1^{er} janvier / am 1. Januar hängig 0

Recours introduits / eingereichte Beschwerden 0

13. TRIBUNAL ARBITRAL EN MATIÈRE D'ASSURANCE-MALADIE ET ACCIDENTS / SCHIEDSGERICHT IN SACHEN KRANKEN- UND-UNFALLVERSICHERUNG

13.1	Statistiques générale / Allgemeine Statistik	2008	2007
	Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	3	3
	- pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	3	1
	- nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	0	2
	Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	0	0
	- par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	-	-
	- par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	-	-
	- par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	-	-
	Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	3	3
13.2	Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht		
	Pendant au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
	Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	1
	Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	1
	Pendant au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0
13.3	Mode de liquidation / Erledigungsart		
	Assurance-maladie / Krankenversicherung	0	0
	- admission / Gutheissung	-	-
	- admission partielle / teilweise Gutheissung	-	-
	- rejet / Abweisung	-	-
	- irrecevabilité / Nichteintreten	-	-
	- retrait / Rückzug	-	-
	- nouvelle décision / neuer Entscheid	-	-
	- accord / Einigung	-	-
	Assurance-accident / Unfallversicherung	0	0
	- admission / Gutheissung	-	-
	- admission partielle / teilweise Gutheissung	-	-
	- rejet / Abweisung	-	-
	- irrecevabilité / Nichteintreten	-	-
	- retrait / Rückzug	-	-
	- nouvelle décision / neuer Entscheid	-	-
	- accord / Einigung	-	-

13.4 Commentaires / Bemerkungen

Une affaire date de l'année 2004. Le jugement est rédigé et sera notifié dans le courant des mois de mars ou avril 2009. Les deux autres actions déposées durant l'année 2007 sont suspendues jusqu'à la liquidation de la procédure devant la Commission paritaire cantonale.

Eine Angelegenheit datiert aus dem Jahre 2004. Das Urteil ist redigiert und wird im Monat März oder April 2009 verschickt werden. Die beiden anderen, aus dem Jahre 2007 stammenden Klageverfahren sind bis zur Erledigung des Verfahrens vor der kantonalen paritätischen Kommission ausgesetzt.